

43 AKTUELLES AUS DEN INSTITUTIONEN

10. Jahrgang
21. Oktober 2026

Inhaltsverzeichnis

NEUES AUS DEN PARLAMENTEN	3
PARLAMENT DER DEUTSCHSPRACHIGEN GEMEINSCHAFT	3
ABGEORDNETENKAMMER.....	3
SENAT	6
PARLEMENT DE WALLONIE.....	7
VLAAMS PARLEMENT	10
PARLEMENT DE LA FÉDÉRATION WALLONIE-BRUXELLES.....	11
PARLEMENT DE LA RÉGION DE BRUXELLES-CAPITALE (PRB).....	11
RAAD VAN DE VLAAMSE GEMEENSCHAPSCOMMISSIE	11
NEUES AUS DEN REGIERUNGEN	12
REGIERUNG DER DEUTSCHSPRACHIGEN GEMEINSCHAFT	12
FÖDERALREGIERUNG	22
BELGISCHE NATIONALBANK	23
VLAAMSE REGERING	24
GOUVERNEMENT DE WALLONIE	25
INSTITUT WALLON DE L'ÉVALUATION, DE LA PROSPECTIVE ET DE LA STATISTIQUE	25
BELGISCHES STAATSBLETT.....	26
QUELLENVERZEICHNIS	28

Neues aus den Parlamenten



Parlament der Deutschsprachigen Gemeinschaft

AKTUELLE TERMINE

Ausschusssitzungen:

Montag, 26.10.2026

Ausschuss I für allgemeine Politik und Zusammenarbeit, Finanzen, lokale Behörden, Raumordnung, Energie, nachhaltige Entwicklung und Wirtschaftsförderung

[Tagesordnung](#)

Dienstag, 27.10.2026

Ausschuss II für Kultur, Erwachsenenbildung, Tourismus, Denkmal- und Landschaftsschutz

[Tagesordnung](#)

Mittwoch, 28.10.2026

Ausschuss IV für Gesundheit, Soziales, Familie und Wohnungswesen

[Tagesordnung](#)

Donnerstag, 29.10.2026

Ausschuss III für Unterricht, Ausbildung und Beschäftigung

[Tagesordnung](#)

Dokument Nr. [168](#) (2025-2026) Nr. 1 07.09.2026

Resolutionsvorschlag an die Regierung der Deutschsprachigen Gemeinschaft zur Unterstützung der Bewerbung der Euregio Maas-Rhein als Standort des Einstein-Teleskops

Dokument Nr. [167](#) (2025-2026) Nr. 1 02.09.2026

Anhörung der Akteure zur Umsetzung des Dekrets vom 13. November 2023 über die Jugendhilfe und den Jugendschutz – Ausschussbericht

Dokument Nr. [166](#) (2025-2026) Nr. 1 02.09.2026

Anhörung des Krankenhausnetzwerks „MOVE“ – Ausschussbericht

Dokument Nr. [165](#) (2025-2026) Nr. 1 02.09.2026

Anhörung der Vereinigung der Allgemeinmediziner des Nordens der Deutschsprachigen Gemeinschaft zur aktuellen Situation der Hausärzte und zu den damit verbundenen Herausforderungen – Ausschussbericht

Dokument Nr. [164](#) (2025-2026) Nr. 1 01.09.2026

Anhörung der VoG Meakusma zu ihren Tätigkeiten – Ausschussbericht

Dokument Nr. [163](#) (2025-2026) Nr. 1 01.09.2026

Anhörung der VoG Natagora Ostbelgien zu ihren Tätigkeiten – Ausschussbericht

Dokument Nr. [162](#) (2025-2026) Nr. 1 01.09.2026

Anhörung der VoG Volkshochschule Bildungsinstitut (VHS) zu ihren Tätigkeiten – Ausschussbericht

Dokument Nr. [161](#) (2025-2026) Nr. 1 31.08.2026

Vorstellung des Windkraftrahmenplans – Ausschussbericht

Dokument Nr. [156](#) (2025-2026) Nr. 1 15.06.2026

Austausch zur Abschaffung des Devolutiveffekts der Stimme im Kopffeld für die Wahlen zum Parlament der Deutschsprachigen Gemeinschaft – Ausschussbericht



Abgeordnetenversammlung

ORDRE DU JOUR DES SÉANCES PLÉNIÈRES Semaine du 19 au 23 octobre 2026

Jeudi, 22/10/2026

Questions orales

Projets de loi et propositions de résolution

1. - Projet de loi portant assentiment à l'Accord entre les États du Benelux et la République kirghize relatif à l'exemption de l'obligation de visa pour les titulaires de passeports diplomatiques, de service et officiels en cours de validité, fait à Bruxelles le 18 juin 2025, n°s [56K1409](#)/1 à 3.
- Projet de loi portant assentiment à l'Accord entre les États du Benelux et le Belize concernant l'exemption de l'obligation de visa pour les titulaires de passeports diplomatiques valables, fait à Bruxelles le 6 mai 2025, n°s [56K1410](#)/1 à 3.
- Projet de loi portant assentiment à l'Accord entre les États du Benelux et la Mongolie relatif à l'exemption de l'obligation de visa pour les titulaires d'un passeport diplomatique et les titulaires d'un passeport de service/officiel, fait à Bruxelles le 9 janvier 2024, n°s [56K1411](#)/1 à 3.
- Projet de loi portant assentiment à l'Accord entre les États du Benelux et la République du Suriname relatif à l'exemption de l'obligation de visa pour les titulaires d'un passeport diplomatique

ou d'un passeport de service en cours de validité, fait à Bruxelles le 14 février 2025, n°s [56K1412](#)/1 à 3.

- Projet de loi portant assentiment à l'Accord entre le Gouvernement du Royaume de Belgique et le Gouvernement de la République algérienne démocratique et populaire relatif à l'exemption réciproque de l'obligation de visa pour les titulaires de passeports diplomatiques et de service en cours de validité, fait à Bruxelles le 31 mars 2026, n°s [56K1757](#)/1 à 3.

2. - Projet de loi portant assentiment à l'Accord entre les États du Benelux (le Royaume de Belgique, le Grand-Duché de Luxembourg et le Royaume des Pays-Bas) et la République du Suriname concernant la réadmission de personnes en séjour irrégulier (Accord de réadmission), fait à Bruxelles le 14 février 2025, n°s [56K1683](#)/1 à 3.

- Projet de loi portant assentiment à l'Accord entre les États du Benelux (le Royaume de Belgique, le Grand-Duché de Luxembourg et le Royaume des Pays-Bas) et la Mongolie concernant la réadmission des personnes en séjour irrégulier, et Protocole d'application, faits à Bruxelles le 9 janvier 2024, n°s [56K1684](#)/1 à 3.

- Projet de loi portant assentiment à l'Accord entre les États du Benelux (le Royaume de Belgique, le Grand-Duché de Luxembourg, le Royaume des Pays-Bas) et la République kirghize relatif à la réadmission des personnes entrées et/ou séjournant sans autorisation (Accord de réadmission), fait à Bruxelles le 18 juin 2025, n°s [56K1685](#)/1 à 3.

- Projet de loi portant assentiment à l'Accord entre les États du Benelux (le Royaume de Belgique, le Grand-Duché de Luxembourg, le Royaume des Pays-Bas) et le Belize relatif à la réadmission des personnes en séjour irrégulier (Accord de réadmission), fait à Bruxelles le 6 mai 2025, n°s [56K1686](#)/1 à 3.

- Projet de loi portant assentiment à l'Accord sur la circulation des personnes entre le Gouvernement du Royaume de Belgique et le Gouvernement de la République algérienne démocratique et populaire, fait à Bruxelles le 31 mars 2026, n°s [56K1741](#)/1 à 3.

3. - Projet de loi portant assentiment à l'Accord entre le Gouvernement du Royaume de Belgique et le Gouvernement de la République du Bénin relatif au statut des personnels militaire et civil des forces armées belges en mission sur le territoire de la République du Bénin, fait à Cotonou le 25 avril 2023, n°s [56K1637](#)/1 à 3.

- Projet de loi portant assentiment à l'Accord entre le Gouvernement du Royaume de Belgique et le Gouvernement de la République Démocratique du Congo relatif au statut des forces belges présentes sur le territoire de la République Démocratique du Congo, fait à Bruxelles le 15 mai 2023, n°s [56K1660](#)/1 à 3.

4. - Projet de loi portant assentiment à l'Accord-cadre avancé entre l'Union européenne et ses

États membres, d'une part, et la République du Chili, d'autre part, et à la déclaration commune et la déclaration interprétative commune, faits à Bruxelles le 13 décembre 2023, n°s [56K1694](#)/1 à 3.

- Projet de loi portant assentiment à l'Accord-cadre global de partenariat et de coopération entre l'Union européenne et ses États membres, d'une part, et le Royaume de Thaïlande, d'autre part, fait à Bruxelles le 14 décembre 2022, n°s [56K1702](#)/1 à 3.

- Projet de loi portant assentiment à l'Accord-cadre de partenariat et de coopération entre l'Union européenne et ses États membres, d'une part, et le gouvernement de la Malaisie, d'autre part, fait à Bruxelles le 14 décembre 2022, n°s [56K1703](#)/1 à 3.

5. - Projet de loi portant assentiment à l'Accord de protection des investissements entre l'Union européenne et ses États membres, d'une part, et la République socialiste du Viêt Nam, d'autre part, fait à Hanoï le 30 juin 2019, n°s [56K1700](#)/1 à 3.

- Projet de loi portant assentiment à l'Accord de protection des investissements entre l'Union européenne et ses États membres, d'une part, et la République de Singapour, d'autre part, fait à Bruxelles le 19 octobre 2018, n°s [56K1701](#)/1 à 3.

6. Projet de loi portant assentiment à la Convention mondiale sur la reconnaissance des qualifications relatives à l'enseignement supérieur, adoptée à Paris le 25 novembre 2019, n°s [56K1636](#)/1 à 3.

7. Projet de loi portant assentiment à l'Amendement à l'Accord sur la conservation des petits cétaqués de la mer Baltique et de la mer du Nord, et Annexe, faits à New York le 17 mars 1992, adopté par la Résolution n° 4 du 22 août 2003, n°s [56K1638](#)/1 à 3.

8. Proposition de résolution concernant l'initiative Global Gateway, n°s [56K0129](#)/1 à 4.

9. Projet de loi portant dispositions financières diverses, n°s [56K1705](#)/1 à 3.

10. Projet de loi visant à transposer la directive (UE) 2025/872 du Conseil du 14 avril 2025 modifiant la directive 2011/16/ UE relative à la coopération administrative dans le domaine fiscal et à modifier la loi du 19 décembre 2023 concernant l'introduction d'un impôt minimum pour les groupes d'entreprises multinationales et les groupes nationaux de grande envergure, n°s [56K1719](#)/1 à 3.

11. Projet de loi modifiant le Code de la taxe sur la valeur ajoutée en ce qui concerne les règles en matière de TVA adaptées à l'ère numérique applicables à partir du 1er janvier 2027 et du 1er juillet 2029, n°s [56K1718](#)/1 à 3.

12. Projet de loi concernant la norme énergétique, n°s [56K1715](#)/1 à 4.

13. Projet de loi portant des dispositions diverses en matière de santé, n°s [56K1641](#)/1 à 10.

14. Projet de loi modifiant diverses dispositions relatives aux examens linguistiques militaires, n° [56K1695](#)/1 à 3.

15. Projet de loi modifiant diverses dispositions relatives au statut des membres de la famille royale, n°s [56K1696](#)/1 à 4.

16. Proposition de résolution visant à protéger notre État-providence contre la guerre hybride, n°s [56K1158](#)/1 à 5.

17. Proposition de résolution concernant le recours aux e-sports, aux jeux vidéo et au streaming en direct comme approche innovante en matière de communication et de recrutement à la Défense, n°s [56K1113](#)/1 à 5.

Prises en considération (Rgt. art. 75, n°s 4, 5, 6, 7)

1. Proposition de loi modifiant l'arrêté royal du 25 novembre 1991 portant réglementation du chômage et l'arrêté royal du 10 juin 2001 portant définition uniforme de notions relatives au temps de travail à l'usage de la sécurité sociale, en ce qui concerne l'accès au chômage temporaire en cas de recours contre une décision du médecin-conseil, n° [56K1804](#)/1.

2. Proposition visant à instituer une commission d'enquête parlementaire sur les filières d'adoption internationale illégales en provenance de la République de Corée (1960-2005), la responsabilité des autorités publiques belges, le rôle des organismes agréés et la garantie du droit inaliénable à l'identité et aux origines, n° [56K1805](#)/1.

3. Proposition de loi modifiant l'arrêté royal du 2 octobre 1937 portant le statut des agents de l'État, afin de limiter le cumul d'un mandat politique rémunéré avec une absence pour maladie, n° [56K1807](#)/1.

4. Proposition de résolution relative à la répression systématique et aux crimes contre l'humanité commis par la République islamique d'Iran à la suite de la publication du rapport d'Amnesty International intitulé "Architects of Atrocities", n° [56K1808](#)/1.

5. Proposition de résolution visant à charger la Cour des comptes de réaliser un audit sur la redévance Diabolo et sur les paramètres contractuels et financiers du projet Diabolo, n° [56K1810](#)/1.

6. Proposition de résolution relative à la valorisation stratégique des matériaux contenant du radium en Belgique, n° [56K1811](#)/1.

7. Proposition de loi modifiant l'annexe au Code judiciaire en ce qui concerne les limites territoriales et le siège des cours et tribunaux en vue d'intégrer la commune de Dentergem dans le canton judiciaire de Waregem, n° [56K1812](#)/1.

8. Proposition de résolution condamnant la destruction du patrimoine culturel en Artsakh, n° [56K1814](#)/1.

9. Proposition de loi modifiant la loi du 18 mai 2024 réglementant la recherche privée, en ce qui concerne la durée des observations, l'enquête durant des procédures civiles et l'utilisation de matériel d'enregistrement, n° [56K1816](#)/1.

10. Proposition de loi modifiant la loi du 2 octobre 2017 réglementant la sécurité privée et particulière en ce qui concerne l'extension des compétences des agents de gardiennage dans les aéroports, n° [56K1817](#)/1.

11. Proposition de résolution concernant l'incrimination de l'homosexualité dans la majorité des pays musulmans, n° [56K1818](#)/1.

12. Proposition de résolution visant à mettre immédiatement fin aux préparatifs relatifs à la célébration du bicentenaire de la Belgique, n° [56K1819](#)/1.

13. Proposition de résolution relative à la responsabilité financière de la Communauté française pour l'enseignement fondamental néerlandophone organisé dans la commune à facilités hennuyère de Comines-Warнетon, n° [56K1820](#)/1.

Votes nominatifs

1. sur les motions déposées en conclusion de l'interpellation de Mme Kristien Verbelen (VB) au ministre de la Défense, chargé du Commerce extérieur sur "l'exposition permanente des militaires et des sites militaires via Strava et d'autres applications de localisation" (n° **309**).

2. sur les motions déposées en conclusion de l'interpellation de Mme Natalie Eggermont (PVDA-PTB) au ministre des Affaires sociales et de la Santé publique, chargé de la Lutte contre la pauvreté sur "les plans d'économies dans les soins de santé" (n° **322**).

3. sur les projets de loi et les propositions de résolution terminés.

Dokument Nr. [56K1807](#) 13.10.2026

Proposition de loi modifiant l'arrêté royal du 2 octobre 1937 portant le statut des agents de l'État, afin de limiter le cumul d'un mandat politique rémunéré avec une absence pour maladie.

Dokument Nr. [56K1770](#)**14.10.2026**

Projet de loi modifiant la loi du 22 mai 2003 portant organisation du budget et de la comptabilité de l'État fédéral.

Dokument Nr. [56K1769](#)**14.10.2026**

Projet de loi modifiant la loi du 16 mai 2003 fixant les dispositions générales applicables aux budgets, au contrôle des subventions et à la comptabilité des communautés et des régions, ainsi qu'à l'organisation du contrôle de la Cour des comptes.

**Senat**

Réunions de la semaine 19/10/2026 - 25/10/2026

Réunions de commission**19/10/2026****Bureau****Commission des Affaires institutionnelles**

1. Nomination du Bureau.
2. Établissement d'un rapport d'information «Dix ans après les attentats de Bruxelles: bilan du suivi des recommandations, évaluation des lacunes persistantes et actualisation des priorités publiques», no [8-217](#)/1.
3. Proposition de résolution concernant les prisonniers politiques dans le monde, no [8-226](#)/1.

Commission des Matières transversales - Compétences régionales

1. Nomination du Bureau.
2. Établissement d'un rapport d'information afin de lutter plus efficacement contre les nuisances et incivilités dans l'espace public, no [8-160](#)/1.

Audition de :

- Mme Kati Verstrepen, présidente et Mme Fien De Meyer, chargée de mission, Liga voor Mensenrechten ;
- M. Anas Ben Abdelmoumen, échevin des Finances et de la Propreté Publique et Mme Tania Spruch, responsable de la cellule de Verbalisations du Service Propreté publique, Ville de Bruxelles.

3. Ordre des travaux.

21/10/2026**Comité d'avis fédéral chargé des questions européennes**

Le Conseil européen des 15 et 16 octobre 2026 – Débriefing - Échange de vues avec le premier ministre.

23/10/2026**Commission des Matières transversales - Compétences communautaires - Égalité des chances entre les femmes et les hommes**

1. Nomination du Bureau.
2. Ordre des travaux.
3. Proposition de résolution visant à mieux protéger la santé des adolescents exposés aux risques du vapotage, no [8-109](#)/1.

Audition de :

- Dr Pieter Goeminne, pneumologue, VITAZ à Sint-Niklaas ;
- Prof. Filip Lardon, Conseil supérieur de la Santé, doyen de la Faculté de médecine et des sciences de la santé, Université d'Anvers ;
- Prof. Sabine Van Daele, Académie belge de pédiatrie, pédiatre pneumologue et cheffe du service de pédiatrie de l'UZ Gent ;
- Mme Elise Willame, cheffe du service prévention tabac, Fonds des Affections Respiratoires (FARES) asbl ;
- Mme Nora Mélard, experte prévention tabac, Fondation contre le Cancer.

Dokument Nr. [8-230](#)**09.10.2026**

Proposition de résolution concernant la mobilisation des ressources des sous-sols belges

Modification d'une loi spéciale concernant la Cour constitutionnelle**13/10/2026**

Lors de la séance plénière du mardi 13 octobre 2026, le projet de loi spéciale modifiant la loi du ... 2026 insérant le livre 7 « Les contrats spéciaux » dans le Code civil et modifiant les livres 1, 5, 8 et 9 du même Code et diverses autres lois, en ce qui concerne la Cour constitutionnelle, a été examiné. ... [lire plus](#)

Nomination du Bureau du Sénat**13/10/2026**

Traditionnellement, lors de la première séance de la nouvelle année parlementaire, le Sénat procède

à la constitution d'un nouveau Bureau. Celui-ci est l'organe dirigeant du Sénat et dispose d'une compétence générale en matière d'administration. ... [lire plus](#)



Parlement de Wallonie

Découvrez le Rapport d'activités 2025-2026 (15-10-2026)

Le Parlement de Wallonie vous invite à découvrir les temps forts de la session 2025-2026 à travers son nouveau Rapport d'activités. ... [lire plus](#)

Neuvième édition de la Journée de la langue allemande (15-10-2026)

Ce mercredi 14 octobre 2026, le Parlement de Wallonie a célébré la neuvième édition de la Journée de la langue allemande en séance plénière. ... [lire plus](#)

La généralisation de l'European Disability Card et sa mise en œuvre dans les régions frontalières

Question écrite N° [154](#) (2026-2027) 1 du 30/09/2026

de MAUEL Christine
à COPPIETERS Yves, Ministre de la Santé, de l'Environnement, des Solidarités et de l'Economie sociale

Le Gouvernement wallon a récemment donné son feu vert à la généralisation de l'European Disability Card, dans le cadre du nouveau dispositif européen prévoyant sa reconnaissance mutuelle dans l'ensemble des États membres.

Cette carte était principalement utilisée dans les domaines du sport, de la culture et des loisirs. Son champ d'application sera désormais élargi, notamment aux transports, aux activités et aux infrastructures, y compris lorsque ceux-ci sont gratuits. La reconnaissance des accompagnants, des assistants personnels et des animaux d'assistance doit également être renforcée.

Cette évolution revêt une importance particulière pour les personnes en situation de handicap vivant dans les régions frontalières. C'est notamment le cas des habitants de la Communauté germanophone, qui se déplacent régulièrement dans les pays voisins pour travailler, se soigner, faire des achats ou participer à des activités culturelles et de loisirs.

L'efficacité de cette avancée dépendra toutefois de son application concrète, de l'information des prestataires concernés et de la lisibilité des avantages auxquels la carte donnera effectivement accès dans chaque pays.

Quelles démarches devront être entreprises par les personnes déjà reconnues en situation de handicap ?

La délivrance ou le renouvellement de la carte pourra-t-il s'effectuer automatiquement ?
Quel est le calendrier pour la disposition en version numérique ?

Comment le Gouvernement wallon entend-il informer et accompagner les opérateurs concernés ?

Une concertation est-elle prévue avec la Communauté germanophone et les organismes compétents en matière de handicap afin de garantir une mise en œuvre cohérente sur son territoire ?

Des échanges sont-ils prévus avec les régions frontalières afin d'assurer une reconnaissance effective de la carte et une information claire de ses titulaires concernant les avantages accessibles de part et d'autre des frontières ?

Réponse du 05/10/2026 de COPPIETERS Yves

L'European Disability Card est en effet disponible en Belgique depuis 2017. Les différents services en charge de la politique d'inclusion des personnes en situation de handicap s'étaient alors unis afin de répondre à l'appel à projets de la Commission européenne et de développer le dispositif. La Communauté germanophone est bien entendu partie prenante du processus depuis l'origine du projet.

La carte est octroyée aux personnes dont le handicap est reconnu ou ayant une décision positive d'aide liée à leur handicap dans une des institutions belges en charge de la politique d'inclusion. Il s'agit du SPF Sécurité sociale, l'AViQ, la VAPH en Flandre, la DSL en Communauté germanophone, PHARE et Iriscare à Bruxelles.

Concernant l'octroi, en Région wallonne, via l'AViQ, la carte est délivrée aux personnes bénéficiant :

- d'une allocation familiale supplémentaire, jusqu'à 21 ans ;
- d'une intervention de l'AViQ ou d'un service agréé ;
- d'une allocation pour l'aide aux personnes âgées, c'est-à-dire l'APA.

Bien entendu, les Wallons dont le handicap est reconnu par le SPF Sécurité sociale peuvent également l'obtenir via ce dernier.

Depuis 2024, la carte est automatiquement délivrée à ces publics dès lors qu'ils ont obtenu une décision positive.

Elle l'est toujours à la demande pour les décisions antérieures à 2024. Actuellement, la carte est valable 5 ans. Si la personne se trouve toujours dans les critères d'octroi, le renouvellement de la carte est automatique. En Région wallonne, il l'est donc jusqu'à 21 ans pour les bénéficiaires de l'AFS et il est limité pour les autres.

Les différentes institutions en charge de la politique du handicap se réunissent régulièrement au sein du groupe de travail dédié à l'European Disability Card dans le cadre des travaux de la CIM Handicap. Elles y échangent sur les évolutions du projet et la transposition de la directive.

Au sujet des modalités relatives aux formats de la carte, la Directive impose un modèle commun à l'ensemble des états membres.

Ceux-ci doivent également mettre à disposition la carte tant en format physique que numérique. Pour ce dernier, la Commission européenne a prévu de définir les modalités au travers d'un acte d'exécution.

La transposition fera ensuite l'objet d'un accord de coopération d'exécution entre les différentes entités citées ci-dessus.

En matière de délai, la directive prescrit que l'ensemble de ses dispositions soient transposées au 5 juin 2027 et mises en œuvre au 5 juin 2028.

Un travail de sensibilisation sera en effet mené en concertation avec l'ensemble des entités regroupées au sein du groupe de travail de la CIM handicap. Cette sensibilisation est déjà menée à destination des acteurs visés par le projet pilote. L'AViQ collabore avec Tourisme Wallonie et Access-i en ce sens.

En matière de communication, au niveau belge, le site internet eudisabilitycard.be présente les informations clés sur la carte ainsi que les prestataires inscrits dans la démarche. Des brochures et affiches de présentation sont également disponibles et peuvent être téléchargées sur le site. Ces informations sont diffusées dans les différentes langues nationales et en formats accessibles. La Commission va également créer une page internet spécifique.

La présence et l'identification des services relevant de la Région wallonne exerçant une communication directe à l'égard des citoyens en Communauté germanophone

**Question écrite N° 46 (2026-2027) 1
du 18/09/2026**

de MAUEL Christine
à DOLIMONT Adrien, Ministre-Président et Ministre du Budget, des Finances, des Relations internationales et du Bien-être animal

Dans un souci de transparence administrative, de lisibilité institutionnelle et de bonne information des citoyens de la Communauté germanophone, je souhaiterais disposer d'un état des lieux aussi complet que possible des services relevant de la Région wallonne qui, à ce jour, exercent une communication directe avec les citoyens sur le territoire de la Communauté germanophone.

Par communication directe, il y a lieu d'entendre toute forme de contact écrit ou oral avec les citoyens (guichets physiques, permanences, rendez-vous, lignes téléphoniques dédiées, échanges de courriers ou de courriels individualisés), à l'exclusion des compétences exercées exclusivement en back-office ou sans interaction directe avec le public.

Sur la base des informations disponibles, il apparaît que les services suivants de la Région wallonne sont actuellement actifs en Communauté germanophone avec un contact direct avec les citoyens selon l'organisation suivante :

1. Services d'information générale et d'orientation :
Espace Wallonie – Eupen
Point d'accueil et d'orientation générale pour les compétences régionales wallonnes, assurant un contact direct avec les citoyens et servant également de relais pour d'autres services régionaux.
Ligne d'information wallonne 1719
Service téléphonique régional assurant une orientation des citoyens vers les administrations compétentes.
2. Finances et fiscalité :
SPW Finances – Service extérieur d'Eupen
Compétent notamment pour la fiscalité régionale (précompte immobilier, taxes de circulation, etc.), avec contact direct avec les citoyens par téléphone, par écrit et sur rendez-vous.
3. Énergie et logement :
Guichet Énergie Wallonie – Eupen
Service assurant un accompagnement et une information directe des citoyens concernant les dispositifs régionaux en matière d'énergie et, le cas échéant, de logement.
4. Nature, forêts et environnement :
SPW – Département de la Nature et des Forêts (DNF), cantonnement de Saint-Vith
Service régional assurant un contact direct avec les citoyens pour les autorisations, informations et démarches liées aux forêts et espaces naturels.
5. Économie et commerce extérieur :
AWEX – Bureau d'Eupen
Service régional assurant un accompagnement direct des entreprises et porteurs de projets, notamment en matière d'exportations et d'internationalisation.

6. Médiation administrative :

Médiateur de la Wallonie et de la Fédération Wallonie-Bruxelles – point de contact à Eupen
Service de traitement des plaintes et de médiation, accessible aux citoyens sur rendez-vous en Communauté germanophone.

7. Mobilité et transports publics :

TEC – services de contact clientèle (Espaces TEC, Mobi-Espace, call center)
Services régionaux assurant un contact direct avec les usagers concernant les titres de transport, abonnements et informations voyageurs, y compris pour les lignes desservant la Communauté germanophone.

8. Santé et action sociale :

AViQ – contacts et permanences ponctuelles pour les citoyens de la Communauté germanophone
Contacts directs assurés principalement via des rendez-vous, permanences ou relais régionaux, pour les compétences qui demeurent régionales.

9. Logement – financement :

Société wallonne du crédit social (SWCS)
Service régional assurant un contact direct avec les citoyens de la Communauté germanophone, notamment via un bureau ou des rendez-vous à Eupen.

Cette liste est-elle complète en ce qui concerne les services relevant de la Région wallonne qui exercent une communication écrite ou orale directe avec les citoyens en Communauté germanophone?

Existe-t-il d'autres services régionaux, relevant des compétences de M. le Ministre-Président ou de celles d'autres membres du Gouvernement wallon, qui assurent un tel contact direct avec les citoyens sur ce territoire ?

Le Gouvernement wallon dispose-t-il d'un inventaire officiel et actualisé de ces services, permettant de garantir une information claire et cohérente à destination des citoyens concernés ?

Réponse du 12/10/2026

de DOLIMONT Adrien

Premièrement, il convient de rappeler qu'une série de compétences mentionnées dans la question ne sont pas ou n'ont jamais été exercées par l'administration wallonne sur le territoire des communes de langue allemande, que ce soit du fait de la sixième réforme de l'État ou à la faveur d'un transfert de compétences de la Région wallonne vers la Communauté germanophone.

Ainsi, la loi spéciale du 6 janvier 2014 relative à la sixième réforme de l'État a transféré aux Communautés et autres entités fédérées diverses compétences auparavant fédérales, notamment dans les domaines des soins de santé, de l'aide aux personnes et du handicap.

Par ailleurs, le transfert de l'exercice des compétences en matière de logement, d'urbanisme et d'aménagement du territoire, de même qu'une partie des compétences en matière d'énergie de la Région wallonne vers la Communauté germanophone est entré en vigueur le 1er janvier 2020 (décrets du Parlement wallon des 2 et 6 mai 2019).

La communication et l'information sur ces matières ne relèvent dès lors plus du SPW.

Voici néanmoins les réponses que je peux apporter aux questions. Toutes ces informations sont disponibles via le portail <https://www.wallonie.be/de> (en allemand) ou sur les sites des acteurs respectifs, mentionnés ci-après.

En conséquence du transfert à la Communauté germanophone des compétences logement et énergie, qui constituaient la majorité des sollicitations des citoyens auprès de l'Espace Wallonie d'Eupen, le SPW a décidé de déplacer celui-ci à Malmedy (depuis septembre 2023), une commune où les citoyens peuvent s'adresser aux agents pour l'ensemble des matières régionales. L'équipe bilingue est restée la même, très proche et disponible pour les citoyens germanophones. Les collaboratrices continuent bien entendu à prendre en charge les appels au 1719 et interviennent très régulièrement comme interprètes ou intermédiaires pour les démarches et contacts des usagers auprès des administrations centrales dans toutes les compétences régionales résiduelles en Communauté germanophone, dont, par exemple les routes, la pollution, l'homologation des véhicules, le permis de chasse, la cellule taxi, le bien-être animal ou encore le fonds des calamités.

<https://www.wallonie.be/fr/demarches/beneficier-des-services-de-lespace-wallonie-de-malmedy>

En ce qui concerne les matières fiscales régionales, le service extérieur du SPW Finances à Eupen répond effectivement aux demandes des citoyens des neuf communes de langue allemande par téléphone, par courrier et sur rendez-vous. Service extérieur d'Eupen | Service public de Wallonie

Les cantonnements du Département Nature et Forêts du SPW Agriculture, Ressources naturelles et Environnement en Communauté germanophone sont au nombre de 4, situés à Elsenborn, Eupen, Bullange et Saint Vith. En outre, plusieurs agents du cantonnement de Malmedy sont germanophones. Ils peuvent être contactés pour les informations et démarches liées à la gestion et aux activités sur leurs territoires respectifs. Il y a également un service extérieur Agriculture à Malmedy, avec plusieurs collaborateurs germanophones disponibles par téléphone, par mail et en présentiel.

<https://www.wallonie.be/fr/demarches/demander-une-autorisation-pour-organiser-une-activite-dans-une-zone-dacces-libre-en-foret#contact>

SPW Agriculture, Service extérieur de Malmedy,
Avenue des Alliés 13
Tél : 080.44.06.10
malmedy.opw@spw.wallonie.be :

Le district routier de Saint Vith, rattaché à la Direction des Routes de Verviers, est également joignable et dispose de personnel germanophone. <https://www.wallonie.be/fr/acteurs-et-institutions/wallonie/departement-des-routes-de-liege/direction-des-routes-de-verviers>

080.28.14.80

Les points suivants concernent des services qui ne relèvent pas directement du SPW.

Les réclamations et plaintes visant les autorités et organismes régionaux sont transmises par la Médiatrice de la Communauté germanophone au Médiateur de la Wallonie et de la Fédération Wallonie-Bruxelles. Si l'enregistrement de la demande nécessite un entretien en présentiel, celui-ci peut avoir lieu, en allemand, à l'Espace Wallonie de Malmedy. <https://www.le-mediateur.be/de/>

L'AWEx assure une présence régulière sur ses compétences propres au sein des bureaux de la Wirtschaftsförderungsgesellschaft. Cette dernière accompagne également les indépendants germanophones, notamment pour l'introduction de leurs demandes d'aides économiques, dans ses bureaux d'Eupen et de Saint Vith. <https://www.wfg.be/>

Le Guichet Énergie d'Eupen est devenu Energieberatung Ostbelgien et relève à présent des compétences du ministère de la Communauté germanophone. Ostbelgien Live — Energieberatung

En ce qui concerne LeTEC, il assure une présence de proximité sur le territoire germanophone et met à la disposition de sa clientèle plusieurs moyens de contact et d'information en allemand. À Eupen, le SHOP LeTEC, situé au Bushof, constitue le principal point de contact physique pour les voyageurs. La clientèle peut également s'adresser au service clientèle général du LeTEC, joignable au 078.053.100. La proximité avec les citoyens est par ailleurs renforcée par le Mobi Espace-LeTEC, qui sillonne régulièrement la communauté germanophone afin d'aller directement à la rencontre des usagers et de répondre à leurs questions. Son calendrier et ses lieux de présence sont disponibles en ligne sur le site du LeTEC : https://www.letec.be/View/Mobi-espace_TEC/219.

Le Wohnungsdienst de la Communauté germanophone est compétent en matière de logement. Néanmoins, la Société wallonne de Crédit social et le Fonds du Logement agissent toujours comme opérateurs pour la gestion des dossiers et le traitement administratif des demandes introduites par les citoyens germanophones, car la Communauté germanophone ne dispose pas de son propre organisme de crédit. <https://www.swcs.be/> (guichet

d'Eupen : Société de crédit pour habitations sociales — 080.33.06.25) <https://www.flw.be/de/> (site en allemand).



Vlaams Parlement

Dokument Nr. [1030](#) (2026-2027) nr. 1 16.10.2026

Conceptnota voor nieuwe regelgeving over de verankering van werkbaar werk als fundament van een duurzame arbeidsmarkt

Dokument Nr. [1029](#) (2026-2027) nr. 1 16.10.2026

Voorstel van resolutie over de optimalisering van de instroom, doorstroom en uitstroom in de gemeenschapsinstellingen, met bijzondere aandacht voor de categorie -14-jarigen

Dokument Nr. [1028](#) (2026-2027) nr. 1 16.10.2026

Conceptnota voor nieuwe regelgeving over een toekomstvisie op lichaamsbezorging, begraafplaatsen en afscheidszorg

Dokument Nr. [1026](#) (2026-2027) nr. 1 15.10.2026

Ontwerp van decreet tot wijziging van het decreet van 12 juli 2013 betreffende de integrale jeugdhulp, van het decreet van 15 februari 2019 betreffende het jeugddelinquentierecht en van artikel 47 van het decreet van 17 mei 2024 tot wijziging van het decreet van 20 januari 2012 houdende regeling van de interlandelijke adoptie van kinderen, wat betreft de begeleiding bij interlandelijke adoptie en het decreet van 29 juni 2012 houdende de organisatie van pleegzorg en het decreet Binnenlandse Adoptie van 3 juli 2015, wat betreft de invoering van een gezamenlijk voortraject pleegzorg-adoptie

Dokument Nr. [1025](#) (2026-2027) nr. 1 15.10.2026

Voorstel van resolutie over de verdere implementatie van het decreet tot regeling van het aangepast vervoer

Dokument Nr. [1023](#) (2026-2027) nr. 1 15.10.2026

Conceptnota voor nieuwe regelgeving over maatwerk als partner voor de versterking van de Vlaamse economie, arbeidsmarkt en talentontwikkeling

Dokument Nr. [1019](#) (2026-2027) nr. 1 14.10.2026

Voorstel van resolutie over nieuwe regelgeving voor gezinshuizen in Vlaanderen

**Dokument Nr. [1018](#) (2026-2027) nr. 1
14.10.2026**

Verslag van de hoorzitting over de PISA-resultaten 2025

**Dokument Nr. [1017](#) (2026-2027) nr. 1
14.10.2026**

Voorstel tot wijziging van het Reglement van het Vlaams Parlement wat betreft de publicatie van de tekst aangenomen door de commissie als een apart parlementair document

**Dokument Nr. [1013](#) (2026-2027) nr. 1
13.10.2026**

Voorstel van resolutie over het wegwerken van knelpunten bij de uitwisseling van gegevens tussen overheidsinstanties

**Dokument Nr. [1012](#) (2026-2027) nr. 1
13.10.2026**

Voorstel van resolutie over de voortzetting van interlandelijke adoptie met strengere voorwaarden en scherper toezicht



**Parlement de la Fédération
Wallonie-Bruxelles**

**Dokument Nr. [327](#) (2026-2027)
12.10.2026**

Projet de décret relatif à la mise en place du portail numérique de la Fédération Wallonie-Bruxelles



**Parlement de la Région de
Bruxelles-Capitale (PRB)**

**Dokument Nr. Fiche [A-324](#)/1-26/27
30.09.2026**

Proposition de décision modifiant la décision du Parlement de la Région de Bruxelles-Capitale du 26 novembre 2010 fixant le montant des indemnités des parlementaires pour l'exercice de fonctions spéciales, visant à ne plus indexer les indemnités pour fonctions spéciales durant la législature en cours ainsi que les indemnités pour frais et charges qui y sont associées.

**Dokument Nr. Fiche [A-323](#)/1-26/27
30.09.2026**

Proposition de décision modifiant la décision du 15 décembre 2023 de modification du règlement fixant le régime des pensions attribuées aux anciens membres du Parlement de la Région de Bruxelles-Capitale et la décision du Conseil de la Région de Bruxelles-Capitale du 13 juillet 1989 concernant l'indemnité des conseillers et l'indemnité des membres du Bureau, en vue de réduire la cotisation personnelle de pension.

**Le Parlement bruxellois participe au Forum mondial de l'OCDE sur la démocratie
14/10/2026**

Bertin Mampaka Mankamba, président du Parlement de la Région de Bruxelles-Capitale, et Lotte Stoops, première vice-présidente, ont participé les 12 et 13 octobre 2026, à Paris, au Forum mondial de l'OCDE sur l'instauration de la confiance et le renforcement de la démocratie. ... [lire plus](#)



**Raad van de Vlaamse
Gemeenschapscommissie**

**Dokument Nr. STUK [6](#) (2026-2027) Nr.1
13.10.2026**

Ontwerp van verordening tot goedkeuring van de aanpassing nr. 2026/9 van het Meerjarenplan 2022-2026 van de Vlaamse Gemeenschapscommissie

Neues aus den Regierungen



Regierung der Deutschsprachigen Gemeinschaft

106. Sitzung vom 08. Oktober 2026

TOP 3: Dekretentwurf zur endgültigen Abrechnung des Rechnungsjahres der Deutschsprachigen Gemeinschaft für das Haushaltsjahr 2025

1. Beschlussfassung:

Die Regierung beschließt gemäß den Artikeln 38 und 40 des Dekretes vom 25. Mai 2009 über die Haushaltsordnung der Deutschsprachigen Gemeinschaft den Dekretentwurf zur endgültigen Abrechnung des Rechnungsjahres 2025.

Der Ministerpräsident wird beauftragt, dem Parlament und dem Rechnungshof die Dokumente zu übermitteln.

2. Erläuterungen:

Das Dekret zur endgültigen Abrechnung des Rechnungsjahres der Deutschsprachigen Gemeinschaft für das Haushaltsjahr 2025 umfasst die in Artikel 38 Absatz 2 des Dekretes vom 25. Mai 2009 über die Haushaltsordnung der Deutschsprachigen Gemeinschaft beschriebenen Dokumente.

Das Dekret beinhaltet unter anderem die konsolidierte Haushaltsausführungsrechnung und den konsolidierten Jahresabschluss. Diese Dokumente stellen die Daten der einzelnen Jahresabschlüsse der Hauptverwaltung, der Dienste mit getrennter Geschäftsführung, der Einrichtungen öffentlichen Interesses und des Parlamentes in verdichteter Form dar.

Nachstehend auszugsweise die konsolidierten Salden der Haushaltsverrichtungen der Dienste und Einrichtungen der Deutschsprachigen Gemeinschaft:

Konsolidierter Bruttosaldo:	5.450.241,97
(Haushaltsergebnis)	
Konsolidierter Nettosaldo:	-71.719.811,99
(Norm Hoher Finanzrat)	

3. Finanzielle Auswirkungen:

Es entstehen keine Kosten für die Deutschsprachige Gemeinschaft.

TOP 4: Vollmacht zur Unterzeichnung des Übereinkommens Nr. 230 des Europarats

über die Gemeinschaftsproduktion audiovisueller Werke in Form von Serien, aufgelegt zu Lille am 26. März 2026

1. Beschlussfassung:

Die Regierung erteilt dem Außenminister oder seinem Vertreter die Vollmacht, in ihrem Namen das Übereinkommen Nr. 230 des Europarats über die Gemeinschaftsproduktion audiovisueller Werke in Form von Serien, geschehen zu Lille am 26. März 2026, zu unterzeichnen.

Der Ministerpräsident wird damit beauftragt, den Außenminister schriftlich über den zuständigen Dienst des Föderalen öffentlichen Dienstes – FÖD Auswärtige Angelegenheiten – über die Erteilung der Unterschriftsvollmacht zu informieren.

2. Erläuterungen:

Zum Inhalt

Das Übereinkommen zielt darauf ab, internationale Gemeinschafts- beziehungsweise Koproduktionen von Serien verschiedener europäischer Länder zu fördern.

Es legt einen rechtlichen Mindeststandard fest, der sicherstellt, dass die Gemeinschaftsproduktionen, die diesen Standards entsprechen, die gleichen finanziellen Vorteile wie nationale Werke der beteiligten Vertragsparteien erhalten.

Dies soll unter Wahrung der Meinungsfreiheit und des Schutzes der kulturellen Vielfalt der verschiedenen Länder erfolgen. Das Übereinkommen enthält auch Bestimmungen über die Rechte des geistigen Eigentums der Koproduzenten. Es zielt auf ein ausgewogenes Verhältnis zwischen den Koproduzenten ab – sowohl hinsichtlich der finanziellen als auch der künstlerischen und technischen Beiträge. Es regelt außerdem Aspekte im Zusammenhang mit dem Aufenthaltsrecht des Personals. Es behandelt ebenfalls den Export der Serien und enthält Bestimmungen zur Sprache.

Wortlaut und Inhalt des Übereinkommens orientieren sich in großen Teilen am überarbeiteten Übereinkommen Nr. 220 des Europarats vom 30. Januar 2017 über die Gemeinschaftsproduktion von Kinofilmen. Auch das Übereinkommen Nr. 220 von 2017 verfolgt ein gleichwertiges Ziel. Beide Übereinkommen zielen darauf ab, die Position

unabhängiger europäischer Produzenten in einem Markt, der hauptsächlich von außereuropäischen Plattformen dominiert wird, zu stärken. Dem Übereinkommen Nr. 220 wurde am 20. September 2021 per Dekret einstimmig zugestimmt.

Zur Zuständigkeit

Die Zuständigkeit der Deutschsprachigen Gemeinschaft im Rahmen des vorliegenden Übereinkommens erstreckt sich insbesondere auf die Bereiche

bildende Kunst, weil es audiovisuelle Werke von Serien behandelt, und auf den Bereich audiovisuelle Mediendienste. Das Übereinkommen beinhaltet zudem eine Bestimmung, welche die Erleichterung der Beschäftigung ausländischer Arbeitskräfte hinsichtlich der Erteilung von Arbeitserlaubnissen behandelt. Hierbei geht es teilweise um eine regionale Zuständigkeit, welche die Deutschsprachige Gemeinschaft auf ihrem Gebiet ausübt.

Bei diesem Übereinkommen handelt es sich demzufolge um einen „Gemischten Vertrag“ im Sinne von Artikel 167 §4 der Verfassung, wie die Arbeitsgruppe für Gemischte Verträge am 21. April 2026 feststellte.

Damit es unterzeichnet werden kann, ist die Erteilung einer Unterschriftsvollmacht seitens der Regierung erforderlich.

3. Finanzielle Auswirkungen:

Es entstehen keine direkten Kosten für die Deutschsprachige Gemeinschaft durch vorliegenden Übereinkommen.

TOP 5: Dekretentwurf zur dritten Anpassung des Dekretes vom 12. Dezember 2024 zur Festlegung des Haushaltsplans der Einnahmen und des allgemeinen Ausgabenhaushaltsplans der Deutschsprachigen Gemeinschaft für das Haushaltsjahr 2025

1. Beschlussfassung:

Die Regierung genehmigt den Dekretentwurf zur dritten Anpassung des Dekretes vom 12. Dezember 2024 zur Festlegung des Haushaltsplans der Einnahmen und des allgemeinen Ausgabenhaushaltsplans der Deutschsprachigen Gemeinschaft für das Haushaltsjahr 2025.

Der Ministerpräsident wird beauftragt, dem Parlament und dem Rechnungshof die Dokumente zu übermitteln.

2. Erläuterungen:

In der Sitzung vom 21. Mai 2026 hat die Regierung den Vorentwurf zu diesem Dekret verabschiedet.

In Vorbereitung auf die Zertifizierung des Jahresabschlusses der Hauptverwaltung 2025 durch den Rechnungshof müssen darüber hinaus noch folgende Anpassungen im Haushalt vorgenommen werden:

Die Rückstellung für das Urlaubsgeld in Höhe von 348.296,53 €, die sich aus den im Jahr 2025 erbrachten Leistungen ergibt, muss in der allgemeinen Buchhaltung sowie in der Haushaltsausführung erfasst werden, weshalb der Haushalt 2025 ein weiteres Mal angepasst werden muss.

Zudem wird aufgrund einer Bemerkung des Rechnungshofs der für die Gemeindedotation vorgesehene Haushaltsposten 20.14.43.21 „Dotation an die Gemeinden“ um 2.416.000 € gemindert, um an die geltende dekretale Grundlage angepasst zu werden.

Die einzelnen Haushaltsanpassungen sind der beigefügten Anpassungsübersicht zu entnehmen.

In Summe haben diese Anpassungen keinen Einfluss auf das Ex-Ante Haushaltsergebnis 2025, da alle zusätzlichen Mittel durch Minderausgaben kompensiert werden können.

3. Finanzielle Auswirkungen:

Es entstehen keine Kosten für die Deutschsprachige Gemeinschaft.

TOP 11: Erlass der Regierung zur Abänderung des Erlasses der Regierung vom 27. Oktober 2005 zur Bezeichnung der Mitglieder der Reaffektierungskommission für das offizielle subventionierte und freie subventionierte Grundschulwesen sowie der Mitglieder der Reaffektierungskommission für das offizielle subventionierte und freie subventionierte Sekundar- und Hochschulwesen

1. Beschlussfassung:

Die Regierung verabschiedet den Erlass zur Abänderung des Erlasses der Regierung vom 27. Oktober 2005 zur Bezeichnung der Mitglieder der Reaffektierungskommission für das offizielle subventionierte und freie subventionierte Grundschulwesen sowie der Mitglieder der Reaffektierungskommission für das offizielle subventionierte und freie subventionierte Sekundar- und Hochschulwesen.

Die Minister für Unterricht, Ausbildung und Beschäftigung wird mit der Durchführung des vorliegenden Beschlusses beauftragt.

2. Erläuterungen:

Die Reaffektierungskommission erstellt Gutachten im Zusammenhang mit der Wiedereinberufung in den Dienst von Personalmitgliedern, die wegen Stellenmangels zur Disposition stehen. Diese Gutachten werden dem Unterrichtsminister übermittelt, der dann die endgültige Entscheidung trifft. Es gibt eine Reaffektierungskommission für das subventionierte Grundschulwesen sowie eine Reaffektierungskommission für das subventionierte Sekundar- und Hochschulwesen.

Durch den vorliegenden Erlass wird im Erlass, der die Mitglieder der Reaffektierungskommission für das offizielle subventionierte und freie subventionierte Grundschulwesen sowie der Mitglieder der Reaffektierungskommission für das offizielle subventionierte und freie subventionierte Sekundar- und Hochschulwesen bestellt, Frau Kornelia Hors-

ter in ihrer Funktion als Sekretärin der Reaffektierungskommission für das offizielle subventionierte und freie subventionierte Sekundar- und Hochschulwesen durch Frau Christina Even ersetzt.

3. Finanzielle Auswirkungen:

Es entstehen keine Kosten für die Deutschsprachige Gemeinschaft.

TOP 12: Erlass der Regierung zur Abänderung des Erlasses der Regierung vom 29. Februar 2024 zur Bestellung der Mitglieder der Paritätischen Kommission für das offizielle subventionierte Unterrichtswesen

1. Beschlussfassung:

Die Regierung verabschiedet den Erlass zur Abänderung des Erlasses der Regierung vom 29. Februar 2024 zur Bestellung der Mitglieder der Paritätischen Kommission für das offizielle subventionierte Unterrichtswesen.

Die Minister für Unterricht, Ausbildung und Beschäftigung wird mit der Durchführung des vorliegenden Beschlusses beauftragt.

2. Erläuterungen:

Die Paritätische Kommission hat über die allgemeinen Arbeitsbedingungen zu beraten, allen drohenden oder eventuell ausgebrochenen Unstimmigkeiten zwischen den Trägern und Mitgliedern des Personals vorzubeugen beziehungsweise sie zu schlichten und ergänzende Regeln zu den statistischen Bestimmungen des Dekrets vom 29. März 2004 zur Festlegung des Statuts der subventionierten Personalmitglieder des offiziellen subventionierten Unterrichtswesens und der offiziellen subventionierten Psycho-Medizinisch-Sozialen Zentren aufzustellen bzw. vorzuschlagen.

Durch vorliegenden Erlass werden im Erlass, der die Mitglieder der Paritätischen Kommission für das offizielle subventionierte Unterrichtswesen bestellt, folgende Änderungen vorgenommen:

- Frau Kelly Zimmermann wird in ihrer Funktion als Berichterstatterin durch Herrn Ruben Nawab ersetzt.
- Frau Kornelia Horster wird in ihrer Funktion als beigeordnete Sekretärin durch Frau Martina Jagla ersetzt.

3. Finanzielle Auswirkungen:

Es entstehen keine Kosten für die Deutschsprachige Gemeinschaft.

TOP 13: Beschluss zur Vergabe des öffentlichen Dienstleistungsauftrags „Einkauf von interaktiven Online-Kursen zur Vermittlung digitaler Kompetenzen“

1. Beschlussfassung:

Die Regierung genehmigt den Beschluss zur Vergabe des Dienstleistungsauftrags „Einkauf von interaktiven Online-Kursen zur Vermittlung digitaler Kompetenzen“.

Der Minister für Unterricht, Ausbildung und Beschäftigung wird mit der Durchführung des vorliegenden Beschlusses beauftragt.

2. Erläuterungen:

Im Kontext der Arizona-Reform und des Start-Fokus wird anhand von modularen und adaptiven Testungen das Profil der Arbeitsuchenden in Bezug auf Sprach- und Digitalkenntnisse ermittelt. Die Testergebnisse werden individuell mit den Betroffenen besprochen und bei Bedarf wird ihnen ein Kursangebot zum Erwerb digitaler Kompetenzen unterbreitet.

Angeichts der Tatsache, dass die aktuell dem Arbeitsamt zur Verfügung stehenden Selbstlernlizenzen zum Erwerb digitaler Kompetenzen so langsam zur Neige gehen, wurde ein Lastenheft zum Einkauf von weiteren interaktiven Online-Kursen zur Vermittlung digitaler Kompetenzen erstellt, durch den Verwaltungsausschuss im Rahmen seiner Juni-Sitzung positiv begutachtet, durch die Regierung genehmigt und auf e-procurement hochgeladen, mit der Aufforderung, bis zum 20. Juli 2026 um 12:00 Uhr ein Angebot einzureichen.

Aufgrund der Tatsache, dass das geschätzte Auftragsvolumen unter dem Schwellenwert von 140.000,00 € zzgl. MwSt. liegt und somit kein klassisches Verhandlungsverfahren Anwendung findet, wurden lediglich drei Bieter eingeladen, über e-procurement ein Angebot einzureichen.

Bei diesen drei Bietern handelt es sich um die deutschen Anbieter TÜV Rheinland Akademie GmbH, Lessino GmbH und M.I.T e-Solutions GmbH.

Lediglich die beiden Bieter TÜV Rheinland Akademie GmbH und Lessino GmbH) reichten fristgerecht ein Angebot ein. Der Bieter M.I.T e-Solutions GmbH reichte kein

Angebot ein.

2.1. Zugangsrecht (cf. Punkt 9 des Lastenheftes):

Es liegen keine der in Artikel 67 und 68 des Gesetzes vom 17. Juni 2016 über öffentliche Aufträge erwähnten verpflichteten Ausschlussfälle (Beteiligung an einer kriminellen Organisation, Korruption, Betrug, terroristische Straftaten, ...) oder Ausschlussfälle aufgrund steuerlicher oder sozialer Schulden und auch keine der in Artikel 69 desselben Gesetzes erwähnten fakultativen Ausschlussfälle (Konkurs, Liquidation, ...) vor:

- Beide Bieter reichten eine von der zuständigen Behörde ausgestellte Bescheinigung ein, aus der ersichtlich ist, dass sie ihre Verpflichtungen hinsichtlich der Zahlung der Sozialversicherungsbeiträge nach den Rechtsvorschriften des Landes, in dem sie ansässig sind, erfüllt haben.
- Beide Bieter reichten eine von der zuständigen Behörde ausgestellte Bescheinigung ein, die sich auf den letzten abgelaufenen Steuerzeitraum bezieht und aus der ersichtlich ist, dass sie ihre steuerlichen Verpflichtungen nach den Rechtsvorschriften des Landes, in dem sie ansässig sind, erfüllt haben.

2.2. Qualitative Auswahl (cf. Punkt 10 des Lastenheftes):

Zur Überprüfung der finanziellen, wirtschaftlich/technischen und beruflichen Leistungsfähigkeit des Bieters war im administrativen Lastenheft unter Punkt 10 folgendes gefordert worden:

Für die Einschätzung der Leistungsfähigkeit gelten folgende qualitative Auswahlkriterien:

Eine Auflistung von drei in den letzten drei Jahren abgewickelten und vergleichbaren Aufträgen bezüglich des Verkaufs von mindestens 500 Lizenzen pro Jahr mit Angabe eines vergleichbaren Auftragswerts, des Erbringungszeitpunkts und des jeweiligen öffentlichen oder privaten Kunden.

Die Bieter reichen die unter Punkt 12.2 erwähnten Nachweise ein, um die Leistungsfähigkeit zu belegen.

Beide Anbieter reichen die geforderten Belege ein.

2.3. Angebotsvergleich

Preis (zzgl. MwSt.):

TÜV Rheinland Akademie GmbH	Lessino GmbH
Kontingent von 1.500 MS Office Lizenzen	
25.500 €	25.500,00 €
TOTAL	
25.500 € - 30.855 € inkl. MwSt.	25.500 € - 30.855 € inkl. MwSt.

Dauer der Nutzbarkeit der Lizenzen

TÜV Rheinland Akademie GmbH	Lessino GmbH
ADG: 3 Jahre ab Einkauf	ADG: unbefristet ab Einkauf

Bandbreite der zur Verfügung stehenden Module des Kurskatalogs

TÜV Rheinland Akademie GmbH	Lessino GmbH
Word Basis	Word Basis
Word Aufbau	Word Aufbau
Word Kompakt	
Excel Basis	Excel Basis
Excel Aufbau	Excel Aufbau
Excel Kompakt	
PowerPoint Basis	PowerPoint Basis
PowerPoint Aufbau	
PowerPoint Kompakt	
Outlook Basis	Outlook Basis
Outlook Fortgeschritten	
OneNote	OneNote Basis
MS Teams	MS Teams Classic
	MS Teams NEW
	OneDrive Business
	Win 10 für Umsteiger
	Skype for Business
Insgesamt	
13 Kurse	12 Kurse

2.4. Zuschlagskriterien

Folgendes wurde im Lastenheft bezüglich der Zuschlagskriterien vorgesehen:

Für den vorliegenden Auftrag gelten folgende Zuschlagskriterien (bei der Punktevergabe wird die Berechnung auf ganze Zahlen kaufmännisch gerundet):

Preis für das Kontingent von 1.500 Lizenzen: 40 Punkte

*Zu vergebende Punkte * (Preis des günstigsten Angebots/Preis des analysierten Angebots)*

Einhaltung der qualitativen Standards: 60 Punkte (Dauer der Nutzbarkeit der Lizenzen (30), Bandbreite der zur Verfügung stehenden Module des Kurskatalogs (30))

Nachstehend eine Aufstellung zur Vergabe der Punkte in Bezug auf die Zuschlagskriterien:

		TÜV Rheinland Akademie GmbH	Lessino GmbH
1.500 MS Office Lizenzen			
Preis	40	40	40
Dauer der Nutzbarkeit der Lizenzen	30	22,5	30

Laut Lastenheft „unbefristet“. Übliche Laufzeit eines öffentlichen Auftrags = 48 M. (Artikel 57 Absatz 2 des Gesetzes vom 17. Juni 2016 über das öffentliche Auftragswesen) 48 Monate bzw. 4 Jahre = 30 Punkte			
Bandbreite der zur Verfügung stehenden Module des Kurskatalogs	30	30	27,7
13 Kurse = 30 Punkte			
Total	100	92,5	97,7

Aus der Vergleichstabelle ergibt sich folgende Punktevergabe:

Die Firma Lessino GmbH erzielt die beste Punktzahl Punkte (97,7 von 100 Punkten) und schneidet somit besser ab als die Firma TÜV Rheinland Akademie GmbH (92,5 von 100 Punkten).

Diese Punktevergabe ist zum einen dadurch begründet ist, dass das Modulangebot von Lessino (12 Kurse) durchaus mit dem Modulangebot von TÜV Rheinland (13 Kurse) vergleichbar ist, jedoch zum anderen die durch Lessino angebotenen Lizenzen für das Arbeitsamt ab Einkauf unbefristet gültig bleiben, während die durch TÜV Rheinland angebotenen Lizenzen ab Einkauf auf 3 Jahre befristet sind. Die Punkte wurden jeweils im Proporz zur vorgesehenen Höchstpunktzahl berechnet.

Somit sollte der Auftrag in Höhe von 25.500 € zzgl. Mwst., bzw. 30.855 inkl. Mwst. an die Firma Lessino GmbH vergeben werden.

3. Finanzielle Auswirkungen:

Da es sich um einen Auftrag handelt, der in 2026 getätigt wird, wurden im Rahmen der zweiten Haushaltsanpassung 2026 unter 10.01 – 12.11 auf Ebenen der Verpflichtungs- und Ausgabeermächtigungen Mittel in Höhe von 31.000 € inkl. Mwst; vorgesehen.

TOP 14: Dekretvorentwurf zur Billigung des Zusammenarbeitsabkommens zwischen dem Föderalstaat, der Wallonischen Region, der Flämischen Region, der Region Brüssel-Hauptstadt und der Deutschsprachigen Gemeinschaft über die Koordinierung der Bekämpfung von illegaler Arbeit, Sozialbetrug und Sozialdumping

1. Beschlussfassung

Die Regierung genehmigt das Zusammenarbeitsabkommen zwischen dem Föderalstaat, der Wallonischen Region, der Flämischen Region, der Region Brüssel-Hauptstadt und der Deutschsprachigen Ge-

meinschaft über die Koordinierung der Bekämpfung von illegaler Arbeit, Sozialbetrug und Sozialdumping.

Die Regierung verabschiedet in erster Lesung den Dekretvorentwurf zur Billigung des Zusammenarbeitsabkommens zwischen dem Föderalstaat, der Wallonischen Region, der Flämischen Region, der Region Brüssel-Hauptstadt und der Deutschsprachigen Gemeinschaft über die Koordinierung der Bekämpfung von illegaler Arbeit, Sozialbetrug und Sozialdumping.

Die Regierung beschließt, den föderalen Minister für Verbraucherschutz, Bekämpfung von Sozialbetrug, Chancengleichheit und Menschen mit Behinderungen zu ermächtigen, in ihrem Namen in Anwendung von Artikel 4/1 Absatz 1 und Artikel 84 §1 Absatz 1 Nummer 2 der koordinierten Gesetze über den Staatsrat vom 12. Januar 1973 das Gutachten in einer 30-Tages-Frist im Rahmen eines gemeinsamen Antrags einzuholen.

Die Regierung beschließt, das Gutachten der Datenschutzbehörde zu beantragen, ggf. im Rahmen einer gemeinschaftlichen Beantragung dieses Gutachtens mit den anderen am Zusammenarbeitsabkommen beteiligten Parteien.

Die Regierung beschließt, das Gutachten des Wirtschafts- und Sozialrates der Deutschsprachigen Gemeinschaft Belgiens zu beantragen.

Der Minister für Unterricht, Ausbildung und Beschäftigung wird mit der Umsetzung des vorliegenden Beschlusses beauftragt.

2. Erläuterungen

Einleitung

Vorliegender Dekretvorentwurf bezweckt die Billigung des Zusammenarbeitsabkommens über die Koordinierung der Bekämpfung von illegaler Arbeit, Sozialbetrug und Sozialdumping, das zwischen dem Föderalstaat, der Wallonischen Region, der Flämischen Region, der Region Brüssel-Hauptstadt und der Deutschsprachigen Gemeinschaft abgeschlossen wird. Das neue Zusammenarbeitsabkommen sieht eine Aktualisierung des bestehenden Zusammenarbeitsabkommens vom 1. Juni 2011 zwischen dem Föderalstaat und den Regionen und Gemeinschaften über die Koordinierung der Kontrolle von illegaler Arbeit und Sozialbetrug vor.

Allgemeine Erläuterung des Inhalts des Zusammenarbeitsabkommens

Ziel dieses Zusammenarbeitsabkommens ist es, die Zusammenarbeit zwischen den Parteien zu stärken, um die Bekämpfung von illegaler Arbeit, Sozialbetrug und Sozialdumping zu intensivieren und im Rahmen der jeweiligen Zuständigkeiten zu verstärken.

Die Zusammenarbeit zwischen den Parteien betrifft:

- die Koordinierung von Inspektionen,
- den Informationsaustausch im Rahmen der Bekämpfung von illegaler Arbeit, Sozialbetrug und Sozialdumping,
- gegenseitigen Beistand und gegenseitige Unterstützung und gemeinsame Schulungen.

Das Zusammenarbeitsabkommens bietet eine Rechtsgrundlage für den Informationsaustausch im Hinblick auf die Bekämpfung von illegaler Arbeit, Sozialbetrug und Sozialdumping.

3. Finanzielle Auswirkungen

Es entstehen keine Kosten für die Deutschsprachige Gemeinschaft.

TOP 15: Nachtrag 4 zum Geschäftsführungsvertrag 2021-2026 vom 26. Januar 2021 mit dem Institut für Aus- und Weiterbildung im Mittelstand und in kleinen und mittleren Unternehmen

1. Beschlussfassung:

Die Regierung verabschiedet den Nachtrag 4 zum Geschäftsführungsvertrag 2021-2026 vom 26. Januar 2021 mit dem Institut für Aus- und Weiterbildung im Mittelstand und in kleinen und mittleren Unternehmen (IAWM) und lässt dem Parlament der Deutschsprachigen Gemeinschaft eine Abschrift dieses Nachtrags zukommen.

Der Minister für Unterricht, Ausbildung und Beschäftigung wird mit der Durchführung des vorliegenden Beschlusses beauftragt.

2. Erläuterungen:

Aufgrund der Haushaltserläuterungen des IAWM vom 24. Februar 2026 wurde die per Nachtrag 3 im Geschäftsführungsvertrag festgehaltene Funktionsdotationsdotations 2026 per 1. Haushaltsanpassung 2026 auf 6.556.000,00 Euro erhöht.

Die Dotationen 2026 für Prämien an Arbeitgeber und Auszubildende sowie für Investitionsausgaben bleiben unverändert.

3. Finanzielle Auswirkungen:

Die am 22. Juni 2026 verabschiedete 1. Haushaltsanpassung 2026 sieht im OB 30 PR 22 ZW 41.41 eine Funktionsdotationsdotations in Höhe von 6.556.000,00 Euro vor.

TOP 18: Dekretvorentwurf zur Billigung eines Zusammenarbeitsabkommens zwischen der Föderalbehörde, der Wallonischen Region, der Region Brüssel-Hauptstadt, der Französischen Gemeinschaft, der Deutschsprachigen

Gemeinschaft, der Französischen Gemeinschaftskommission und der Gemeinsamen Gemeinschaftskommission zur Schaffung eines interföderalen Zentrums für Chancengleichheit und zur Bekämpfung von Rassismus und Diskriminierung in Form einer gemeinsamen Einrichtung im Sinne von Artikel 92bis des Sondergesetzes über institutionelle Reformen vom 8. August 1980

1. Beschlussfassung:

Die Regierung genehmigt das Zusammenarbeitsabkommen zwischen der Föderalbehörde, der Wallonischen Region, der Region Brüssel-Hauptstadt, der Französischen Gemeinschaft, der Deutschsprachigen Gemeinschaft, der Französischen Gemeinschaftskommission und der Gemeinsamen Gemeinschaftskommission zur Schaffung eines interföderalen Zentrums für Chancengleichheit und zur Bekämpfung von Rassismus und Diskriminierung in Form einer gemeinsamen Einrichtung im Sinne von Artikel 92bis des Sondergesetzes über institutionelle Reformen vom 8. August 1980.

Die Regierung verabschiedet in erster Lesung den Vorentwurf eines Dekrets zur Billigung des Zusammenarbeitsabkommens zwischen der Föderalbehörde, der Wallonischen Region, der Region Brüssel-Hauptstadt, der Französischen Gemeinschaft, der Deutschsprachigen Gemeinschaft, der Französischen Gemeinschaftskommission und der Gemeinsamen Gemeinschaftskommission zur Schaffung eines interföderalen Zentrums für Chancengleichheit und zur Bekämpfung von Rassismus und Diskriminierung in Form einer gemeinsamen Einrichtung im Sinne von Artikel 92bis des Sondergesetzes über institutionelle Reformen vom 8. August 1980.

Die Regierung beschließt, das Gutachten der Datenschutzbehörde in einer 30-Tagesfrist zu beantragen.

Die Regierung beschließt, in Anwendung von Artikel 84 §1 Absatz 1 Nummer 2 der koordinierten Gesetze über den Staatsrat vom 12. Januar 1973 das Gutachten in einer 30-Tage-Frist zu beantragen.

Die Ministerin für Familie, Soziales, Wohnen und Gesundheit wird mit der Durchführung des vorliegenden Beschlusses beauftragt.

2. Erläuterungen:

Dieser Entwurf eines Zusammenarbeitsabkommens bezweckt die teilweise Umsetzung der Richtlinie (EU) 2024/1499 des Rates vom 7. Mai 2024 über die für Gleichbehandlungsstellen geltenden Standards in den Bereichen der Gleichbehandlung von Personen ohne Unterschied der Rasse oder ethnischen Herkunft, der Gleichbehandlung von Personen in Beschäftigung und Beruf ohne Unterschied der Religion oder Weltanschauung, einer Behinderte

rung, des Alters oder der sexuellen Ausrichtung sowie der Gleichbehandlung von Frauen und Männern im Bereich der sozialen Sicherheit sowie beim Zugang zu Gütern und Dienstleistungen und deren Bereitstellung, und zur Änderung der Richtlinien 2000/43/EG und 2004/113/EG.

Die Richtlinie (EU) legt Mindestanforderungen für das Funktionieren der Gleichbehandlungsstellen fest, um deren Wirksamkeit zu verbessern und ihre Unabhängigkeit zu gewährleisten, damit die Anwendung des Grundsatzes der Gleichbehandlung, wie er sich aus den europäischen Richtlinien ergibt, gestärkt wird. Sie enthält Bestimmungen über das Mandat, die Zuständigkeiten, die Unabhängigkeit, die Struktur, die Ressourcen, die Befugnisse und die Zugänglichkeit der Gleichbehandlungsstellen. Diese Richtlinie muss bis spätestens 19. Juni 2026 umgesetzt werden.

Dieser Entwurf sieht darüber hinaus eine Reihe von Anpassungen vor, um den Entwicklungen des institutionellen und gesetzlichen Kontextes sowie der Praxis des Interföderalen Zentrums für Chancengleichheit und die Bekämpfung von Rassismus und Diskriminierungen (nachstehend „das Zentrum“) Rechnung zu tragen.

Europäischer Kontext:

Die Gleichbehandlungsstellen wurden durch die Richtlinie zur Gleichbehandlung ohne Unterschied der Rasse (2000/43/EG) geschaffen. Sie haben den Auftrag, die Gleichbehandlung zu fördern, indem sie den Opfern von Diskriminierung unabhängige Unterstützung leisten, unabhängige Studien zu Diskriminierungen durchführen, unabhängige Berichte veröffentlichen und Empfehlungen zu Fragen abgeben, die mit Diskriminierungen zusammenhängen.

Drei weitere Richtlinien haben Gleichbehandlungsstellen dieselben Aufgaben in ihren jeweiligen Zuständigkeitsbereichen übertragen: die Richtlinie über die Gleichbehandlung von Männern und Frauen im Zugang zu Gütern und Dienstleistungen (2004/113/EG), die Richtlinie über die Gleichbehandlung von Männern und Frauen im Bereich Beschäftigung (2006/54/EG) sowie die Richtlinie über die Gleichbehandlung von Männern und Frauen, die eine selbständige Erwerbstätigkeit ausüben (2010/41/EU).

Diese europäischen Richtlinien zur Gleichbehandlung enthalten keine Bestimmungen über die tatsächliche Struktur und Funktionsweise der Gleichbehandlungsstellen, sondern verlangen lediglich, dass diese über bestimmte Mindestzuständigkeiten verfügen und bei der Ausübung ihrer Befugnisse unabhängig handeln.

Im Jahr 2018 verabschiedete die Kommission eine Empfehlung zu den für Gleichbehandlungsstellen geltenden Standards, um die Probleme anzugehen, die sich aus den sehr allgemein gehaltenen und unvollständigen Bestimmungen über Gleichbehandlungsstellen in den EU-Richtlinien ergeben.

Im Jahr 2021 veröffentlichte die Kommission einen Bericht über die Anwendung der Richtlinie zur Gleichbehandlung ohne Unterschied der Rasse sowie der Richtlinie über die Gleichbehandlung in Beschäftigung und Beruf sowie ein Arbeitspapier. Daraus geht hervor, dass Gleichbehandlungsstellen notwendige und wertvolle Einrichtungen sind, dass jedoch zwischen den Mitgliedstaaten große Unterschiede hinsichtlich des Schutzniveaus vor Diskriminierung, der Anwendung der Richtlinien sowie der Förderung der Gleichstellung und der Sensibilisierung der breiten Öffentlichkeit und der nationalen Institutionen bestehen.

Trotz der bestehenden europäischen Regelungen zur Bekämpfung von Diskriminierung und zur Stärkung der Prävention ist Diskriminierung in der Europäischen Union weiterhin weit verbreitet und stellt auch heute noch eine dauerhafte Herausforderung dar.

Die rückblickende Analyse des derzeitigen Rechtsrahmens hat gezeigt, dass es den Gleichbehandlungsstellen in den Mitgliedstaaten bislang nur teilweise gelungen ist, diesem Phänomen Einhalt zu gebieten.

In den geltenden Gleichbehandlungsrichtlinien sind die Bestimmungen über Gleichbehandlungsstellen sehr vage und allgemein formuliert; die Richtlinien enthalten keine Bestimmungen über die Funktionsweise der Gleichbehandlungsstellen und behandeln keine spezifischeren Fragestellungen.

Um den unterschiedlichen Arbeitsweisen und Zuständigkeiten der Gleichbehandlungsstellen in den Mitgliedstaaten Rechnung zu tragen, wurden am 7. Mai 2024 zwei Richtlinienentwürfe angenommen, die darauf abzielen, Mindestanforderungen für die Funktionsweise der Gleichbehandlungsstellen festzulegen. Diese Richtlinien müssen spätestens bis zum 19. Juni 2026 umgesetzt werden.

Die durch diese Richtlinien vorgesehenen Verpflichtungen sollen die Anwendung des Grundsatzes der Gleichbehandlung stärken, wie er sich aus sämtlichen in diesem Bereich geltenden europäischen Richtlinien ergibt.

Die Richtlinien über Gleichbehandlungsstellen enthalten Bestimmungen über das Mandat, die Zuständigkeiten, die Unabhängigkeit, die Struktur, die Mittel und die Zugänglichkeit der Gleichbehandlungsstellen.

Belgischer Kontext:

Diskriminierung und Ungleichheit bleiben auch in Belgien eine gesellschaftliche Realität. Die Ungleichheiten, die unsere Gesellschaft durchziehen, nehmen neue Formen an, sowohl im öffentlichen Raum als auch online, sowohl auf der Ebene struktureller Barrieren als auch in den alltäglichen Erfahrungen von Ausgrenzung. Eine Gesellschaft ist

nur dann wirklich legitim, wenn alle Menschen vollumfänglich an ihr teilhaben können und sich sicher und anerkannt fühlen. Werden Personen aufgrund geschützter Merkmale ungleich behandelt, so wird ihr Recht auf uneingeschränkte Teilhabe am gesellschaftlichen Leben verletzt. Diskriminierung betrifft die betroffenen Personen und Gruppen unmittelbar, hat jedoch auch indirekte und tiefgreifende Folgen für die gesamte Gesellschaft. Der gesellschaftliche Kontext, in dem diese Politik Gestalt annimmt, bleibt komplex, da erworbene Rechte in Europa und darüber hinaus unter Druck geraten. Eine Gesellschaft, in der Diskriminierung erlaubt oder geduldet wird, ist eine Gesellschaft, in der die Menschen ihr volles Potenzial weder zu ihrem eigenen Wohl noch zum Wohl der Gesellschaft frei entfalten können.

In Belgien wurden drei Einrichtungen als Gleichbehandlungsstellen benannt, um Diskriminierung und Ungleichheit zu bekämpfen.

Das Interföderale Zentrum für Chancengleichheit und die Bekämpfung von Rassismus und Diskriminierungen (nachstehend „das Zentrum“) ist zuständig für Diskriminierungen aufgrund einer sogenannten Rasse, der Hautfarbe, der Abstammung, der Staatsangehörigkeit oder ethnischen Herkunft, des Alters, der sexuellen Orientierung, des Familienstandes, der Geburt, des Vermögens, der religiösen oder philosophischen Überzeugung, der politischen Überzeugung, der gewerkschaftlichen Überzeugung, des Gesundheitszustands, einer Behinderung, eines körperlichen oder genetischen Merkmals sowie der sozialen Herkunft oder sozialen Stellung. Das Zentrum ist auf föderaler Ebene und auf Ebene der föderierten Teilgebiete zuständig, mit Ausnahme der Angelegenheiten, die in die Zuständigkeit Flanderns fallen.

Das Institut ist die zuständige Gleichbehandlungsstelle für Angelegenheiten auf föderaler Ebene. Das Institut fungiert als Gleichbehandlungsstelle für Diskriminierungen aufgrund von Geschlecht und Gender für die Deutschsprachige Gemeinschaft, die Wallonische Region, die Französische Gemeinschaft, die Französische Gemeinschaftskommission und die Region Brüssel-Hauptstadt.

Das Vlaams Mensenrechteninstituut ist für sämtliche Diskriminierungskriterien in den Angelegenheiten zuständig, die in die Zuständigkeit Flanderns fallen.

Die Organisation, die Aufgaben und die Arbeitsweise des Zentrums entsprechen bereits weitgehend den Anforderungen der Richtlinie 2024/1499. Die im geltenden belgischen Rechtsrahmen vorgesehenen und in der Praxis umgesetzten Mechanismen dienen dazu, die Unabhängigkeit des Zentrums zu gewährleisten, ihm die zur Erfüllung seiner Aufgaben erforderlichen finanziellen und personellen Mittel zur Verfügung zu stellen und die Zugänglichkeit seiner Dienstleistungen für jedermann sicherzustellen.

Zu den Aufgaben des Zentrums gehören bereits die Durchführung unabhängiger Studien und Untersuchungen sowie die Erhebung von Gleichstellungsdaten, das Formulieren von Stellungnahmen und Empfehlungen an öffentliche Behörden sowie an Privatpersonen und private Einrichtungen, die Information von Personen, die eine Beratung über ihre Rechte und Pflichten wünschen, sowie die Unterstützung von Personen, die das Vorliegen einer Situation gemeldet haben, die eine Diskriminierung darstellen könnte.

Im letztgenannten Fall nutzt das Zentrum Formen der gütlichen Streitbeilegung und ist befugt, in allen Streitigkeiten, die sich aus der Anwendung der Antidiskriminierungsgesetze, -dekrete und -verordnungen ergeben können, gerichtliche Schritte einzuleiten.

Die Umsetzung der Richtlinie 2024/1499 erfordert in mehreren Punkten eine Klarstellung oder Ergänzung der bestehenden gesetzlichen Bestimmungen, wobei möglichst eng an die gegenwärtige Praxis des Zentrums angeknüpft wird. Die Richtlinie enthält zudem einige Neuerungen, die in Bezug auf das Zentrum in das derzeitige belgische System eingeführt werden müssen.

Diese Umsetzung erfordert eine Änderung der Rechtsgrundlage, die das Zentrum schafft und ihm seine Aufgaben überträgt. Dabei handelt es sich um das Zusammenarbeitsabkommen vom 12. Juni 2013 zwischen der Föderalregierung, den Regionen und den Gemeinschaften zur Schaffung eines interföderalen Zentrums für Chancengleichheit und zur Bekämpfung von Rassismus und Diskriminierungen in Form einer gemeinsamen Einrichtung im Sinne von Artikel 92bis des Sondergesetzes vom 8. August 1980 über die institutionellen Reformen.

Da die Flämische Region und die Flämische Gemeinschaft beschlossen haben, ihre Zustimmung zum Zusammenarbeitsabkommen vom 12. Juni 2013 zu widerrufen, muss ein neues Zusammenarbeitsabkommen angenommen werden.

Der vorliegende Entwurf eines Zusammenarbeitsabkommens hebt das Zusammenarbeitsabkommen vom 12. Juni 2013 auf und ersetzt es.

3. Finanzielle Auswirkungen:

Die finanziellen Auswirkungen für die Deutschsprachige Gemeinschaft belaufen sich ab dem Jahr 2026 auf einen jährlichen Beitrag von 22.394,31 Euro. Dieser Beitrag wird ab dem 1. Januar 2027 jährlich entsprechend der Entwicklung des Gesundheitsindex indexiert. Ab dem 1. Januar 2030 erhöht sich der jährliche Beitrag um 18.727,00 Euro, wobei auch dieser Betrag einer jährlichen Indexierung unterliegt. Die Ausgaben des jeweils entsprechenden Haushaltsjahres gehen zu Lasten des Haushaltspostens OB50.PR15-Zw.12.11.

TOP 19: Infrastrukturprojekt 5942 - Sankt Vith - Klosterstraße 9 - Klinik St. Josef -

Brandschutzabdichtungen für Kabeldurchführungen - Anerkennung der Dringlichkeit

1. Beschlussfassung:

Die Regierung erkennt die Dringlichkeit des Infrastrukturvorhabens „Sankt Vith – Klosterstraße 9 – Klinik St. Josef – Brandschutzabdichtungen für Kabeldurchführungen“ gemäß Art. 22 §1 des Dekretes vom 18. März 2002 zur Infrastruktur an.

Die Ministerin für Familie, Soziales, Wohnen und Gesundheit wird mit der Durchführung des vorliegenden Beschlusses beauftragt.

2. Erläuterungen:

Antragsteller des Infrastrukturvorhabens „Sankt Vith – Klosterstraße 9 – Klinik St. Josef – Brandschutzabdichtungen für Kabeldurchführungen“ ist die Klinik St. Josef st. Vith VoG. Die Anmeldung des Infrastrukturvorhabens und der zugehörige Finanzplan datieren vom 29. Juli 2026.

Es handelt sich um die notwendigen Brandschutzabdichtungen für Kabeldurchführungen in der Klinik St. Josef gelegen Klosterstraße 9 in 4780 Sankt Vith.

Der Bürgermeister der Stadt Sankt Vith hat der Klinik am 22. Juni 2026 lediglich einen bedingten Sicherheitsbescheid bis zum 31. Januar 2027 ausstellen können, da gewisse Punkte des Brandschutzberichts (Ref. SV-ABK-2024-3786-1-EB-RS) der Hilfeleistungszone DG vom 6. Februr 2025 noch nicht zufriedenstellend umgesetzt worden konnten.

Ein Punkt betrifft die Durchführungen von Leitungen durch Wände, die den geltenden Brandschutznormen für Krankenhäuser entsprechend abgedichtet werden müssen.

Diese Arbeiten sind demnach dringend umgesetzt werden, um eine günstige Sicherheitsbescheinigung der Stadt Sankt Vith erwirken zu erwirken, und darüber hinaus, betriebliche und gesundheitliche Risiken für die Nutzer im Brandfall zu vermeiden.

Die begründete Erklärung des Bürgermeisters der Stadt Sankt Vith über die Gefährdung der Öffentlichkeit liegt in Form des bedingten Sicherheitsbescheids vom 22. Juni 2026 vor, der lediglich bis zum 31. Januar 2027 ausgestellt und genehmigt wurde.

Die Geschäftsführung der Klinik hat bereits am 27. Juli 2026, die notwendigen Arbeiten zur Brandschutzabdichtung der Kabeldurchführungen bei einem geeigneten Fachunternehmen in Auftrag gegeben.

Die Gesamtkosten für die o. e. Arbeiten belaufen sich auf Grundlage der Angebote des beauftragten

Fachunternehmens CPI Technologies SA sowie des zugehörigen Finanzplans der Klinik St. Josef St. Vith VoG auf 12.319€ (inkl. MwSt.).

Aus diesen Gründen hat die Klinik St. Josef St. Vith VoG am 29. Juli 2026 einen vollständigen Antrag auf Anerkennung des Dringlichkeitsverfahrens im Sinne von Art. 22 §1 des Dekretes vom 18. März 2002 zur Infrastruktur gestellt

3. Finanzielle Auswirkungen:

OB 70 - PR 22 - ZW 53.26
(Zuschüsse für die Ankauf, Bau, Umbau und Einrichtung im Krankenhausbereich)

Projektkosten: 12.319€
Voraussichtlicher Zuschuss (80%): 9.855€

TOP 21: Dekretentwurf zur zweiten Anpassung des Dekrets vom 10. Dezember 2025 zur Festlegung des Haushaltsplans der Einnahmen und des allgemeinen Ausgabenhaushaltsplans der Deutschsprachigen Gemeinschaft für das Haushaltsjahr 2026

1. Beschlussfassung:

Die Regierung genehmigt den Dekretentwurf zur zweiten Anpassung des Dekrets vom 10. Dezember 2025 zur Festlegung des Haushaltsplans der Einnahmen und des allgemeinen Ausgabenhaushaltsplans der Deutschsprachigen Gemeinschaft für das Haushaltsjahr 2026.

Der Ministerpräsident wird beauftragt, dem Parlament und dem Rechnungshof die Dokumente zwecks Kenntnisnahme zu übermitteln.

2. Erläuterungen:

Eine zweite Haushaltsanpassung wird vorgenommen, um Mittel optimal einsetzen zu können. Der im Rahmen der ersten Haushaltsanpassung 2026 genehmigte netto zu finanzierende Saldo in Höhe von -112.373.000 Euro für das Ministerium vermindert sich durch die zweite Haushaltsanpassung auf -104.207.000 Euro.

3. Finanzielle Auswirkungen:

Gemäß der Haushaltsplanung wie im Haushalt abgebildet.

TOP 22: Dekretentwurf zur Festlegung des Haushaltsplans der Einnahmen und des allgemeinen Ausgabenhaushaltsplans der Deutschsprachigen Gemeinschaft für das Haushaltsjahr 2027 sowie Infrastrukturplan 2026-2027 und Registrierungskatalog

1. Beschlussfassung:

Die Regierung genehmigt den Dekretentwurf zur Festlegung des Haushaltsplans der Einnahmen und

des allgemeinen Ausgabenhaushaltsplans der Deutschsprachigen Gemeinschaft für das Haushaltsjahr 2027

Die Regierung verabschiedet den Infrastrukturplan 2026-2027 und den Registrierungskatalog

Der Ministerpräsident wird beauftragt, dem Parlament und dem Rechnungshof die Dokumente zwecks Kenntnissnahme zu übermitteln.

2. Erläuterungen:

Der Ursprungshaushalt 2027 wurde so festgelegt, dass die Mittel optimal eingesetzt werden könne. Der netto zu finanzierende Saldo beträgt - 135.041.000 Euro.

3. Finanzielle Auswirkungen:

Gemäß der Haushaltsplanung wie im Haushalt abgebildet.

TOP 23: Erlass der Regierung zur Abänderung des Erlasses der Regierung vom 27. September 1995 bezüglich des Anrechts auf Studienbeihilfen und ihres Betrages und des Erlasses der Regierung vom 12. Mai 2005 zur Festlegung der Antragsfrist für Studienbeihilfen

1. Beschlussfassung:

Die Regierung verabschiedet in zweiter und letzter Lesung den Erlass zur Abänderung des Erlasses der Regierung vom 27. September 1995 bezüglich des Anrechts auf Studienbeihilfen und ihres Betrages und des Erlasses der Regierung vom 12. Mai 2005 zur Festlegung der Antragsfrist für Studienbeihilfen

In der Erwägung, dass die Dringlichkeit dadurch begründet ist, dass es für die Bearbeitung und Auszahlung der Anträge auf Gewährung von Studienbeihilfen für das Schuljahr bzw. akademische Jahr 2026-2027 aus sozialen Gründen ohne weitere zeitliche Verzögerung unerlässlich ist, die Gewährungsbedingungen dieser Anträge verbindlich festzulegen, sodass die Verabschiedung des vorliegenden Erlasses keinen Aufschub mehr duldet, beschließt die Regierung, aufgrund der koordinierten Gesetze über den Staatsrat vom 12. Januar 1973, Artikel 3 §1 und der Dringlichkeit, kein Gutachten des Staatsrats anzufragen.

Der Minister für Unterricht, Ausbildung und Beschäftigung wird mit der Durchführung des vorliegenden Beschlusses beauftragt.

2. Erläuterungen:

Am 1. Oktober 2026 verabschiedete die Regierung in erster Lesung den Vorentwurf eines Erlasses zur Abänderung des Erlasses der Regierung vom 27. September 1995 bezüglich des Anrechts auf Studienbeihilfen und ihres Betrages und des Erlasses

der Regierung vom 12. Mai 2005 zur Festlegung der Antragsfrist für Studienbeihilfen.

Das im Umlaufverfahren erstellte Gutachten des Rates für Studienbeihilfe vom 5. Oktober 2026 liegt vor.

Die durch Artikel 2 Nummer 6 des vorliegenden Erlasses in o.e. Erlass vom 27. September 1995 eingefügte Kann-Bestimmung zur Indexierung der Beihilfen wird nicht in eine Muss-Bestimmung umgewandelt.

Die durch den Rat angefragten höheren Unterschiede zwischen den drei Kategorien der vorläufigen Beihilfen wird sich zukünftig automatisch ergeben, wenn die vorläufige Beihilfe infolge der in Artikel 4 §6bis des o.e. Erlasses vom 27. September 1995 angeführten Indexierung der angepassten Beträge der niedrigsten Studienbeihilfe der Einkommenskategorie I die jetzigen geltenden Beträge übersteigen.

3. Finanzielle Auswirkungen:

Bei gleichbleibender Antragslage wie im Schuljahr bzw. akademischen Jahr 2024-2025 werden die Mehrkosten der Indexierung der Beihilfen und der Anpassung der vorläufigen Beihilfen ab dem Haushaltsjahr 2027 auf zirka 181.000 Euro (Sekundarschule: zirka 44.000 Euro; Hochschulwesen: zirka 135.000 Euro; Angleichung vorläufige Beihilfen 2.000 Euro) geschätzt.

In diesem Betrag sind Ausgleichszahlungen aufgrund des Erlasses der Exekutive vom 23. September 1987 bezüglich der Gewährung einer Ausgleichsstudienbeihilfe in Höhe von zirka 43.000 Euro enthalten. Dieser Vergleich wurde auf Grundlage der Studienbeihilfen berechnet, die die Französische Gemeinschaft Hochschul- und Universitätsstudierenden im akademischen Jahr 2025-2026 gewährt hat.

Die Einführung der neuen Einkommenskategorie I bringt geschätzte Mehrkosten in Höhe von 393.000 Euro mit sich (Sekundarschule: zirka 185.000 Euro; Hochschulwesen: zirka 208.000 Euro inklusive Ausgleichbeihilfen von zirka 58.000 Euro). Diese Beträge wurden anhand der von Statbel übermittelten Haushaltszahlen ermittelt, die gemäß dem Haushaltseinkommen 2023 in die jeweiligen Einkommenskategorien fallen und in Relation gesetzt zu:

- der Antragslage des Schuljahres bzw. akademischen Jahres 2024-2025 und anschließend die Antragslage um 10% erhöht;
- der Anzahl der Steuerklärungen für Einkommen 2023, die nicht null waren.

Diese Berechnung weist Ungenauigkeiten auf, da die Definitionen der „Personen zu Lasten“ unterschiedlich sind.

Bei gleichbleibender Antragslage wie im Schuljahr 2024-2025 führt die Anhebung der Beihilfen der neuen Einkommenskategorie II zu Mehrkosten von zirka 14.000 Euro.

Hinzukommt, dass der Minister im Rahmen der im Haushalt zur Verfügung stehenden Mittel ab dem Schuljahr bzw. akademischen Jahr 2027-2028 jährlich die o.e. Pauschalbeträge an der Indexleitzahl des Gesundheitsindexes anpassen kann.

TOP 24: Vereinbarung zu einem Pilotprojekt zur Sportverbandsentwicklung mit dem Verband Deutschsprachiger Turnvereine VDT

1. Beschlussfassung

Die Regierung genehmigt die Vereinbarung zwischen der Regierung der Deutschsprachigen Gemeinschaft und dem Verband Deutschsprachiger Turnvereine zu einem Pilotprojekt zur Sportfachverbandsentwicklung, welche am 1. Januar 2027 in Kraft tritt und am 31. Dezember 2027 endet.

Der Minister für Kultur, Sport, Tourismus und Medien wird mit der Unterzeichnung der vorerwähnten Vereinbarung und der Umsetzung des vorliegenden Beschlusses beauftragt.

2. Erläuterungen:

Die Beweggründe für dieses Pilotprojekt bilden die wissenschaftlichen Erkenntnisse, dass durch zu frühe Spezialisierung und Leistungsdruck im Sportverein der Prozentsatz des Dropouts bei Kindern und Jugendlichen vor dem 17. Lebensjahr sehr hoch liegt und sich in den letzten Jahren noch verschärft hat.

Der VDT, ein großer Sportfachverband mit 17 angeschlossenen Vereinen, ist ein idealer Partner, um ein Pilotprojekt zur Sportverbandsentwicklung auf den Weg zu bringen. Nach einer Evaluation kann im Anschluss eine flächendeckende Implementierung in den Sportfachverbänden in der Deutschsprachigen Gemeinschaft erfolgen.

Im Rahmen des Pilotprojektes muss der VDT eine Sekretariatskraft und eine Technische Direktion einstellen und mit der Umsetzung der Verbandsentwicklung beauftragen. Zudem muss der VDT für spezifische Maßnahmen zur Umsetzung des Projektes Aktionspläne sowie die entsprechenden Finanzpläne ausarbeiten und bei der Regierung einreichen. Nach Prüfung und positiver Beurteilung genehmigt die Regierung die Umsetzung der Aktionen und den entsprechenden Finanzplan.

3. Finanzielle Auswirkungen

Die entsprechenden Mittel von maximal 188.000 EUR sind im Haushaltsentwurf für das Jahr 2027 im Organisationsbereich 40, Programm 16 unter der Zuweisung 33.70 (Zuschüsse, die aufgrund des

Sportdekretes an Organisationen vergeben werden) vorgesehen.



Mitteilung vom 20.10.2026

Den Zugang zur heutigen medizinischen Behandlungen gewährleisten und die zukünftigen Behandlungen vorbereiten

Rückgang der Medikamentenengpässe, Stärkung des Dialogs mit den Patienten sowie die Förderung von Innovationen: Das Jahr 2025 hat erneut gezeigt, wie vielfältig die Aufgaben der Föderalagentur für Arzneimittel und Gesundheitsprodukte im Dienste der Volksgesundheit sind. Das Jahr 2025 war außerdem von der Bearbeitung des Falls eines Samenspenders mit einer Mutation im TP53-Gen geprägt. Dieser Fall betraf viele Familien, erforderte den Einsatz zahlreicher Teams der Agentur und führte zu einer intensiven Analyse und Reflexion.

Mitteilung vom 17.10.2026

Conseil des ministres du 16 octobre 2026

Un Conseil des ministres a eu lieu selon la procédure électronique le vendredi 16 octobre 2026.

Le Conseil des ministres a pris les décisions suivantes :

Désignation du directeur du Bureau permanent de la Commission internationale pour l'épreuve des armes à feu

Sur proposition du ministre de l'Economie David Clarinval, le Conseil des ministres a approuvé un projet d'arrêté royal visant à désigner le directeur du Bureau permanent auprès de la Commission internationale permanente pour l'épreuve des armes à feu portatives (CIP).

Externalisation des services de réception des demandes de visa dans différents postes diplomatiques et consulaires belges

Sur proposition du ministre des Affaires étrangères Maxime Prévot, le Conseil des ministres a marqué son accord sur le lancement d'une concession pour l'externalisation des services de réception des demandes de visa et de légalisation dans différents postes diplomatiques et consulaires belges, pour le compte du SPF Affaires étrangères, Commerce extérieur et Coopération au développement.

Politique de retour au travail : mise en œuvre de la quatrième vague de réformes

Sur proposition du ministre des Affaires sociales Frank Vandenbroucke, le Conseil des ministres a approuvé trois projets d'arrêté royal qui mettent en œuvre le projet de loi exécutant la quatrième vague de réformes dans le cadre de la politique renforcée de retour au travail en cas d'incapacité de travail.

Dispositions financières diverses

Sur proposition du ministre des Finances Jan Jambon, le Conseil des ministres a approuvé un avant-projet de loi portant dispositions financières diverses.

Réduction de la cotisation de pension de base pour l'ex-pool1 du Fonds de pension solidarisé des administrations provinciales et locales

Sur proposition du ministre des Pensions Jan Jambon, le Conseil des ministres a approuvé un projet d'arrêté royal qui vise à maintenir la réduction sur le taux de cotisation de pension de base pour 2027 pour les pouvoirs locaux qui appartenaient auparavant à l'ancien pool 1 à 3%.

Transposition de la directive européenne relative au droit de vote des citoyens de l'UE aux élections au Parlement européen

Sur proposition du ministre de la Sécurité et de l'Intérieur Bernard Quintin, le Conseil des ministres a approuvé un avant-projet de loi transposant la directive européenne 2025/1788 fixant les modalités de l'exercice du droit de vote et d'éligibilité aux élections au Parlement européen pour les citoyens de l'UE.

Renouvellement des autorisations en tant qu'entreprise de sécurité maritime

Sur proposition du ministre de la Sécurité et de l'Intérieur Bernard Quintin, le Conseil des ministres a approuvé deux projets d'arrêté royal renouvelant des autorisations en tant qu'entreprise de sécurité maritime.

Mesures de lutte contre la fraude en ligne et le phishing

Sur proposition du ministre de l'Économie David Clarinval et du ministre de la Protection des consommateurs Rob Beenders, le Conseil des ministres a approuvé un avant-projet de loi relatif à la lutte contre la fraude en ligne et le phishing.

Extension de l'application de la loi sur les produits gazeux aux alcools et aux esters

Sur proposition du ministre de l'Énergie Mathieu Bihet, le Conseil des ministres a approuvé un projet d'arrêté royal portant extension de la loi du 12

avril 1965 relative au transport de produits gazeux et autres par canalisations.

Achat intra-belge de statistiques d'énergie renouvelable pour 2023 et 2024

Sur proposition du ministre de l'Énergie Mathieu Bihet, le Conseil des ministres a marqué son accord sur l'achat intra-belge de statistiques d'énergie renouvelable par l'État fédéral, pour les années 2023 et 2024.

Mitteilung vom 15.10.2026

Résultats de l'adjudication de certificats de Trésorerie du 13 octobre 2026

L'Agence fédérale de la Dette communique qu'elle a accepté les offres à l'adjudication de certificats de Trésorerie de ce jour pour un montant total de EUR 2.998 milliards. Ce montant est réparti sur les lignes de la façon suivante :

ISIN Code : BE0312820922 - 14/01/2027
Montant accepté (EUR milliards) : 1.218
Rend. moyen pondéré: 2.670%
Bid-to-cover ratio : 1.67

ISIN Code : BE0312829048 - 14/10/2027
Montant accepté (EUR milliards) : 1.780
Rend. moyen pondéré: 3.183%
Bid-to-cover ratio : 1.40

Pour plus de détails, voir les pages Refinitiv BELG/TC ou Bloomberg BEDA - TC Auctions - Results.

Des pièces de collection uniques mises en vente sur Finshop

Le SPF Finances propose actuellement sur Finshop plusieurs objets d'exception. Parmi eux figurent des créations de designers et artistes de renommée internationale ainsi qu'un prestigieux jeu d'échecs en cristal. Autant de pièces uniques en vente aux enchères.



Belgische Nationalbank

Die BNB begeht den Europäischen Tag der Statistik

20 Okt 2026 - 9:00

Amtliche Statistiken sind weit mehr als Zahlen: Sie bilden eine verlässliche Grundlage für fundierte Entscheidungen, tragen zu einer sachlichen öffentlichen Debatte bei und fördern ein besseres Verständnis wirtschaftlicher Zusammenhänge.

... [weiter lesen](#)

Comment expliquer le creusement du déficit budgétaire fédéral et régional en Belgique ?

19 oct 2026 - 10:30

Depuis le début du siècle, le déficit budgétaire de la Belgique n'a cessé de se creuser, pour atteindre 5,2 % du PIB en 2025. Le solde primaire s'est détérioré, passant d'un excédent de près de 7 % du PIB à un déficit proche de 3 % du PIB, un niveau qui n'avait plus été observé depuis le début des années 1980. ... [lire plus](#)

Starker Anstieg des Werts der Ein- und Ausführen

15 Okt 2026 - 11:00

Der Wert der Ein- und Ausführen steigt stark an. Dies ist ausschließlich auf höhere Preise zurückzuführen. Energieerzeugnisse haben beispielsweise wertmäßig am stärksten zugenommen, während sie mengenmäßig am stärksten zurückgegangen sind. ... [weiter lesen](#) (fr)

Die Unabhängigkeit der Zentralbanken: Grundlagen und Grenzen einer glaubwürdigen Geldpolitik

15 Okt 2026 - 10:00

De nouvelles pressions politiques sur les banques centrales ont remis la question de leur indépendance au centre du débat politique. Pourquoi l'indépendance est-elle essentielle pour une politique monétaire crédible ? Quelles sont les limites de cette indépendance et à quelles conditions peut-elle rester efficace dans le contexte d'un élargissement du périmètre d'action des banques centrales et d'un niveau élevé d'endettement public ?

... [lire plus](#)

Le déficit budgétaire s'est encore creusé en 2025

14 oct 2026 - 11:00

En 2025, le déficit public a augmenté pour atteindre 5,2 % du PIB, contre 4,4 % en 2024, principalement en raison de la baisse du ratio des recettes. Le taux d'endettement a également poursuivi sa hausse, s'établissant à 108,1% du PIB contre 104,0% en 2024.

L'augmentation des dépenses de défense n'exerce pas encore d'incidence significative sur le solde, car les flux concernés sont en grande partie des avances.

Les charges d'intérêts en valeur absolue ont progressé pour la quatrième année d'affilée, sous l'effet des déficits élevés et du refinancement de la dette arrivant à échéance à des taux d'intérêt plus élevés.

Le déficit des administrations locales est resté élevé en 2025. ... [lire plus](#)

L'économie belge a manqué de vigueur en 2025, avec une croissance limitée à 0,9%

14 oct 2026 - 11:00

L'Institut des comptes nationaux (ICN) publie, ce 14 octobre 2026, les comptes nationaux annuels détaillés, y compris les comptes des administrations publiques, relatifs à l'année 2025. Comparativement aux estimations précédemment publiées, ces statistiques reposent sur des informations plus complètes et fournissent un niveau de détail supérieur, notamment au niveau de la ventilation des agrégats par branche et par secteur, de la consommation par produit ou encore de l'investissement par actif. ... [lire plus](#)



Vlaamse Regering

Ministerraad via elektronische procedure van 20 oktober 2026

- Ontwerpdecreten middelen- en uitgavenbegroting Vlaamse Gemeenschap 2027

Ministerraad van 16 oktober 2026

- Vlaams Instituut voor Biotechnologie (VIB): investeringstoelage 2026
- Einsteintelecoop EMR Project Office: financiering budgetverhoging 2026 en werkingsbudget 2027
- Wijziging oprichtingsbesluit Agentschap Overheidspersoneel (AgO): verankering escalatiemogelijkheid
- Wijziging Vlaams Personeelsstatuut (VPS): overdracht uitvoering loopbaankrediet in kader van overdracht personeel VDAB naar Departement WEWIS
- Billijke omgang met vergissingen van burgers door klantvriendelijke en dienstbare overheid: ontwerp van wijzigingsdecreet
- Wijziging Onroerenderfgoedbesluit: steun aan actoren
- Verzameldecreet Mobiliteit en Openbare Werken (MOW)
- Herverdeling provisioneel krediet Agentschap voor Onderwijsdiensten (AGODI)
- Toekenning extra werkingsbudget voor praktijk-gerichte structuuronderdelen tso, bso en kso, en bepaling vereisten bijdrageregeling
- Samenwerkingsakkoord met betrekking tot economische migratie van buitenlandse werknemers: voorontwerp van instemmingsdecreet

- Maatregelen ter aanvulling programmadecreet begrotingsopmaak 2027 hoger onderwijs: voorontwerp van decreet
- Wijziging regelgeving over de Vlaamse sociale bescherming: afstemming handhavingsmogelijkheden verschillende sectoren
- Beleidsdomein Welzijn, Volksgezondheid en Gezin (WVG): wijziging regelgeving
- Regeling Overkop als laagdrempelige werking voor jongeren van 13 tot en met 24 jaar, met bijzondere aandacht voor jongeren in een kwetsbare situatie
- Regels nieuwe erkennings- en omzettingsskalender in de ouderenzorg
- Wijziging programmatiecijfers woonzorgcentra en centra voor kortverblijf type 1
- Verzamelbesluit Omgeving; technische en juridisch-technische aanpassingen aan verschillende besluiten beleidsdomein Omgeving
- Verlenging van de beslissingstermijn voor definitieve vaststelling gewestelijk ruimtelijk uitvoeringsplan 'Herinrichting Complex E40 Drogen'
- Wijziging Bodemdecreet: versterking garanties voor uitvoering en financiering wettelijke saneringsplicht
- Verhoging bedragen gemeentelijke administratieve sancties parkeerovertredingen
- Implementatie Europese regelgeving over transparante politieke reclame, mediavrijheid en artificiële intelligentie (AI): bekrachtiging en afkondiging wijzigingsdecreet radio-omroep en televisie
- Mededelingen



Gouvernement de Wallonie

Mitteilung vom 15.10.2026

Patrimoine du SPW MI : une stratégie responsable pour rationaliser la gestion et préserver les infrastructures essentielles

Le Gouvernement wallon valide la stratégie de gestion du patrimoine immobilier du SPW Mobilité et Infrastructures. Les recettes issues de la vente de biens seront réinvesties entre 2027 et 2029 dans la rénovation et la sécurisation des bâtiments conservés. ... [lire plus](#)



Institut wallon de l'évaluation, de la prospective et de la statistique

Publication annuelle

Chiffres-clés de la Wallonie – Edition 2026

20 Oct 2026

Comme chaque année, vous y trouverez :

- Des indicateurs-clés classés par thématique (économie, territoire, population et santé, genre, inégalités sociales, mobilité, etc.) ;
- Une fiche autonome pour chaque indicateur avec la possibilité de réorganiser les fiches en fonction de vos propres besoins ;
- Une structure identique pour chaque fiche avec différents niveaux de lecture, pour un accès plus rapide à l'information ;
- La possibilité de garder la publication à jour grâce à l'actualisation trimestrielle de chaque fiche sur notre site internet. En effet, toutes les fiches sont disponibles individuellement dans la rubrique « Indicateurs statistiques ».

... [lire plus](#)

Publication annuelle

Tableau de bord de la pauvreté en Wallonie

16 Oct 2026

Regards statistiques N°20

Étudier et mesurer les inégalités sociales n'est pas chose aisée. Tout d'abord, les angles d'approche de l'idée d'inégalité sociale sont très divers : égalité des chances, égalité des conditions de vie, égalité des ressources ou encore accès garanti à certains minima. Ensuite, les objets des inégalités varient : revenu, logement, privations, nécessité de recourir à certaines prestations sociales, etc. Ces différentes inégalités forment un système complexe dans lequel elles se renforcent souvent les unes les autres. ... [lire plus](#)

Belgisches Staatsblatt



N. 233 vom 14. Oktober 2026 (s. Anlage)

Ministerium der Deutschsprachigen Gemeinschaft
24. September 2026 - **Erlass der Regierung zur Abänderung des Erlasses der Regierung vom 18. Dezember 2025 zur Festlegung des Koeffizienten zur Auszahlung der jährlichen pauschalen Zuschüsse 2026 an die Einrichtungen der Erwachsenenbildung**, S. [55147](#).

Deutsche Übersetzungen

N. 236 vom 16. Oktober 2026

Föderaler Öffentlicher Dienst Wirtschaft, K.M.B.,
Mittelstand und Energie
27. Oktober 2008 - **Königlicher Erlass zur Abänderung des Königlichen Erlasses vom 19. März 2004 über bestimmte Sorten eingedickter Milch und Trockenmilch für die menschliche Ernährung** - Deutsche Übersetzung, S. [55757](#).

Föderaler Öffentlicher Dienst Wirtschaft, K.M.B.,
Mittelstand und Energie
23. April 2026 - **Königlicher Erlass zur Abänderung des Königlichen Erlasses vom 19. März 2004 über bestimmte Sorten eingedickter Milch und Trockenmilch für die menschliche Ernährung** - Deutsche Übersetzung, S. [55759](#).

N. 239 vom 20. Oktober 2026

Föderaler Öffentlicher Dienst Inneres
3. Mai 2024 - **Gesetz zur Einführung eines Nationalen Rates für das Genossenschaftswesen und die Sozialunternehmen** - Deutsche Übersetzung, S. [56593](#).

Föderaler Öffentlicher Dienst Inneres
18. Mai 2024 - **Gesetz zur Einführung einer Zulage bei zeitweiliger Arbeitsunfähigkeit für Beamte** - Inoffizielle Koordinierung in deutscher Sprache, S. [56596](#).

Föderaler Öffentlicher Dienst Inneres
16. Oktober 2025 - **Gesetz zur Abänderung des Gesetzes vom 19. März 2023 zur Abänderung des Gesetzes vom 15. Dezember 1980 über die Einreise ins Staatsgebiet, den Aufenthalt, die Niederlassung und das Ausweisen von Ausländern in Bezug auf das Einreise-/Ausreisensystem** - Deutsche Übersetzung, S. [56598](#).

Föderaler Öffentlicher Dienst Inneres
15. Juli 2026 - **Sondergesetz zur Abänderung des ordentlichen Gesetzes vom 9. August 1980 zur Reform der Institutionen** - Deutsche Übersetzung, S. [56599](#).

Föderaler Öffentlicher Dienst Inneres
1. Oktober 2024 - **Königlicher Erlass über die Erteilung von Genehmigungen an Unternehmen für Sicherheitsberatung und die Erneuerung dieser Genehmigungen** - Deutsche Übersetzung, S. [56613](#).

MINISTERIUM DER DEUTSCHSPRACHIGEN GEMEINSCHAFT

[C – 2026/007478]

24. SEPTEMBER 2026 — Erlass der Regierung zur Abänderung des Erlasses der Regierung vom 18. Dezember 2025 zur Festlegung des Koeffizienten zur Auszahlung der jährlichen pauschalen Zuschüsse 2026 an die Einrichtungen der Erwachsenenbildung

Die Regierung der Deutschsprachigen Gemeinschaft,

Aufgrund des Dekretes vom 17. November 2008 zur Förderung der Einrichtungen der Erwachsenenbildung, Artikel 12 Absatz 2, abgeändert durch die Dekrete vom 15. Dezember 2022 und vom 26. Juni 2023, und Artikel 18.2, eingefügt durch das Dekret vom 24. Februar 2025;

Aufgrund des Dekretes vom 25. Mai 2009 über die Haushaltsordnung der Deutschsprachigen Gemeinschaft, Artikel 104, zuletzt abgeändert durch das Dekret vom 22. Februar 2016;

Aufgrund des Dekretes vom 10. Dezember 2025 zur Festlegung des Haushaltsplans der Einnahmen und des allgemeinen Ausgabenhaushaltsplans der Deutschsprachigen Gemeinschaft für das Haushaltsjahr 2026, abgeändert durch den Erlass der Regierung vom 12. März 2026;

Aufgrund des Erlasses der Regierung vom 18. Dezember 2025 zur Festlegung des Koeffizienten zur Auszahlung der jährlichen pauschalen Zuschüsse 2026 an die Einrichtungen der Erwachsenenbildung;

Aufgrund des Gutachtens des Finanzinspektors vom 17. September 2026;

In Erwägung des Erlasses der Regierung vom 19. Januar 2017 zur Indexierung des in Artikel 10 Absatz 1 des Dekretes vom 17. November 2008 zur Förderung der Einrichtungen der Erwachsenenbildung vorgesehenen Höchstbetrages;

In Erwägung der Erlasse der Regierung vom 9. September 2021 zur Genehmigung der Gesamtkonzepte 2022-2025 der Einrichtungen der Erwachsenenbildung der Deutschsprachigen Gemeinschaft;

Auf Vorschlag des für Erwachsenenbildung zuständigen Ministers;

Nach Beratung,

Beschließt

Artikel 1 - Artikel 1 des Erlasses der Regierung vom 18. Dezember 2025 zur Festlegung des Koeffizienten zur Auszahlung der jährlichen pauschalen Zuschüsse 2026 an die Einrichtungen der Erwachsenenbildung wird wie folgt ersetzt:

“Art. 1 - Die in Artikel 12 Absatz 2 des Dekretes vom 17. November 2008 zur Förderung der Einrichtungen der Erwachsenenbildung vorgesehenen Koeffizienten zur Anpassung an die verfügbaren Mittel werden für das Haushaltsjahr 2026 auf 1,095798053 für die Grundpauschale und auf 1 für die Zusatzpauschale festgelegt.”

Art. 2 - In Artikel 2 desselben Erlasses der Regierung wird die Wortfolge “Der in Artikel 1 genannte Koeffizient geht” durch die Wortfolge “Die in Artikel 1 genannten Koeffizienten gehen” ersetzt.

Art. 3 - Der für Erwachsenenbildung zuständige Minister ist mit der Durchführung des vorliegenden Erlasses beauftragt.

Art. 4 - Vorliegender Erlass tritt mit Wirkung vom 1. Januar 2026 in Kraft.

Eupen, den 24. September 2026

Für die Regierung der Deutschsprachigen Gemeinschaft

Der Ministerpräsident,
Minister für lokale Behörden, Raumordnung und Finanzen
O. PAASCH

Der Minister für Kultur, Sport, Tourismus und Medien
G. FRECHES

Quellenverzeichnis

PARLAMENTE

Parlament der Deutschsprachigen Gemeinschaft

- pdg.be

Abgeordnetenkommer

- lachambre.be

Senat

- senate.be

Parlement Wallonie

- parlement-wallonie.be

Vlaams Parlement

- vlaamsparlement.be

Parlement Fédération Wallonie-Bruxelles

- pfbw.be

Parlement Bruxellois (PRB) & Assemblée réunie de la Commission communautaire commune (ARCCC)

- parlement.brussels

Parlement francophone Bruxellois

- parlementfrancophone.brussels

Raad van de Vlaamse Gemeenschapscommissie

- raadvgc.be

REGIERUNGEN

Regierung der Deutschsprachigen Gemeinschaft

- ostbelgienlive.be

Föderalregierung

- news.belgium.be

Belgische Nationalbank

- nbb.be/de

Vlaamse Regering

- beslissingenvlaamseregering.vlaanderen.be

Gouvernement de Wallonie

- wallonie.be/fr

Gouvernement de la Fédération Wallonie-Bruxelles

- gouvernement.cfwb.be

EUROPA UND REGIONALPOLITIK

Europäische Union

- consilium.europa.eu/de/european-council
- commission.europa.eu/index_de
- europarl.europa.eu/portal/de
- secure.ipex.eu/IPEXL-WEB

Europäischer Rechnungshof

- eca.europa.eu/de

Europäischer Ausschuss der Regionen (AdR)

- cor.europa.eu/de

Europarat - Kongress der Gemeinden und Regionen Europas

- coe.int/en/web/congress/home

Benelux-Parlament

- beneluxparl.eu/fr

Großregion – Gipfel und IPR

- grossregion.net
- cpi-ipr.eu

EVTZ Euregio Maas-Rhein

- euregio-mr.info/de

CALRE - Konferenz der gesetzgebenden Versammlungen der Regionen Europas

- calrenet.eu

AGEG - Arbeitsgemeinschaft Europäischer Grenzregionen

- aebr.eu

VERFASSUNGSGERICHTSHOF

- const-court.be/de

BELGISCHES STAATSBLETT

- ejustice.just.fgov.be